

LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

N° 5

Numéro spécial

Août 1968

ANALYSES DE LA RÉVOLUTION DE MAI



Dans ce numéro

**49 affiches
de Mai**

de l'Atelier
des
Beaux - Arts

Prix 2 Francs

LA GREVE GENERALE

(Léon Trotsky)

LA grève étend maintenant une main dominatrice sur toute l'étendue du pays. Elle se défait de toutes ses hésitations. A mesure que le nombre de grévistes augmente, leur assurance devient plus grande. Au-dessus des besoins économiques des professions, s'élèvent les revendications révolutionnaires de la classe. En se détachant des cadres corporatifs et locaux, elle commence à sentir qu'elle est elle-même la Révolution, et cela lui donne une audace inouïe.

Elle court sur les rails, et, d'un geste autoritaire, ferme la route derrière elle. Elle prévient de son passage par le fil télégraphique du chemin de fer. « La grève ! faites la grève », crie-t-elle dans toutes les directions. Le 9, les journaux annonçaient à toute la Russie que, sur la route de Kazan, on avait arrêté un certain Bednov, électro-technicien, qui était chargé de proclamations. Les insensés ! Elle marchait...

Elle poursuit un plan colossal : elle veut arrêter la vie industrielle et commerciale dans tout le pays, et elle n'omet aucun détail. Quand le télégraphe refuse de la servir, avec une résolution toute militaire, elle coupe les fils ou bien renverse les poteaux. Elle arrête les locomotives inquiètes et en lâche la vapeur. Elle arrête également les stations d'électricité, ou bien, si cela présente des difficultés, elle détruit les câbles et plonge les gares dans la nuit. Lorsqu'une opposition tenace gêne ses desseins, elle n'hésite pas à arracher les rails, à démolir un sémaphore, à jeter sur le flanc une locomotive, à obstruer la voie, à mettre des wagons en travers d'un pont. Elle pénètre dans l'élévateur et arrête le fonctionnement de la machine. Elle retient les trains de marchandises là où elle les trouve ; quant aux convois de voyageurs, elle les mène jusqu'à la gare la plus voisine ou jusqu'à destination s'il y a lieu.

Elle ne déroge à son vœu de chômage que pour mieux atteindre ses fins. Elle ouvre une typographie quant elle a besoin de publier les bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes.

Pour tout le reste, elle ne fait aucune exception : elle ferme les usines, les pharmacies, les boutiques, les tribunaux.

Parfois son attention se lasse, sa surveillance faiblit dans un endroit ou un autre. Parfois un train aventureux réussit à franchir les barrières de la grève et à fuir ; elle organise alors la poursuite. Il défile comme un criminel, traversant les gares ténébreuses et désertes, sans que le télégraphe prévienne de son arrivée, accompagné par l'épouvante, abandonné à l'inconnu. Mais, finalement, la grève le rattrape, arrête la locomotive, oblige le mécanicien à descendre et ouvre le tuyau d'échappement.

Elle met tous les moyens en œuvre : elle appelle, elle exhorte, elle conjure, elle supplie à genoux — c'est ainsi qu'à Moscou une femme orateur s'agenouilla sur le quai de la gare de Kursk — elle menace, elle effraie, elle lapide et enfin elle tire des coups de browning. Elle veut arriver à ses fins coûte que coûte. L'enjeu est trop considérable : il s'agit du sang des pères, du pain des enfants, de la réputation même des forces révolutionnaires. Toute une classe lui obéit, et si une infime portion du monde ouvrier, détournée par ceux contre lesquels la lutte est engagée, se met en travers du chemin, faut-il s'étonner que la grève, d'une rude poussée, écarte les récalcitrants.

(extrait de « 1905 » de L. Trotsky)



« Lutte Ouvrière »

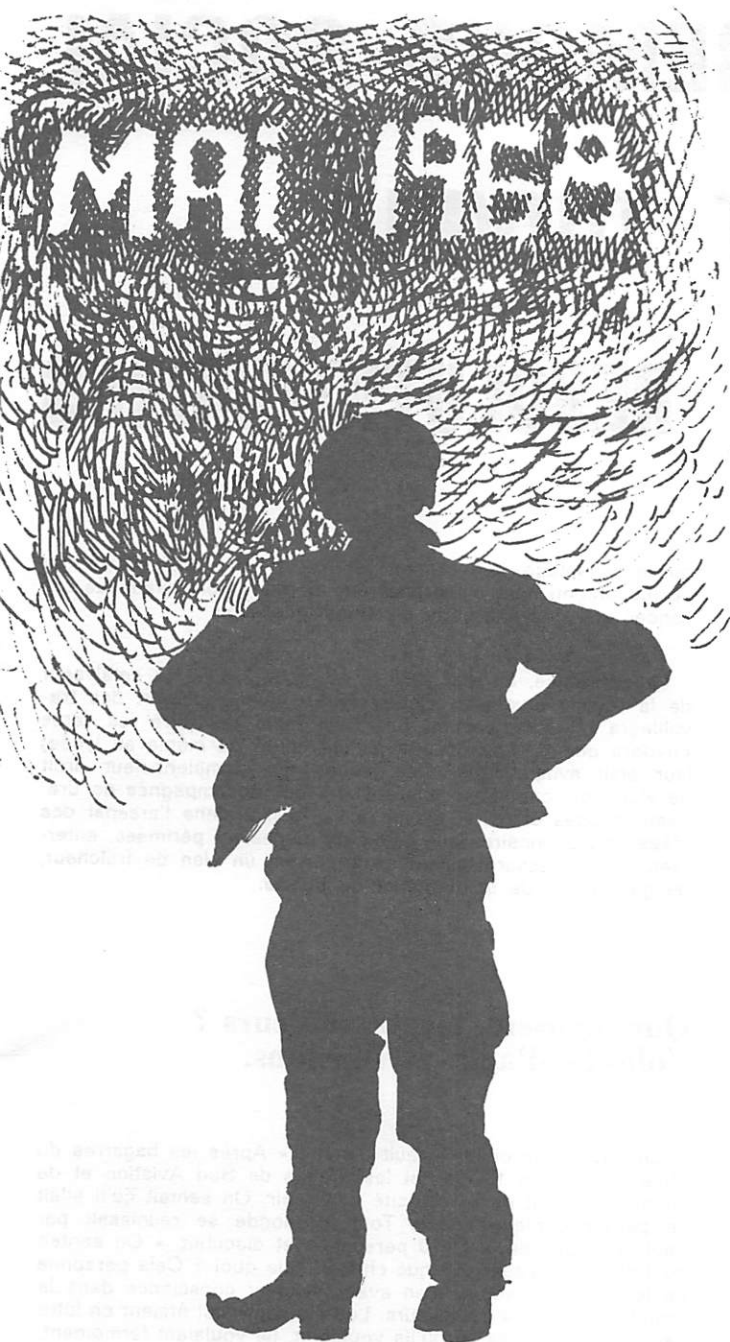
est en vente dans les kiosques et librairies.

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.



SOMMAIRE

La grève générale (texte de Léon Trotsky)	page 2
Un immense remous social qui peut ouvrir des perspectives révolutionnaires	page 4
Grenelle	page 7
La semaine décisive : de l'annonce du référendum à son ajournement .	
Comment la gauche a renoncé sans combattre	page 8
Tout était-il possible ?	page 12
Les affiches de mai	page 15
Le P.C.F., artisan de la reprise du travail, a organisé sa propre défaite électorale	page 19
La question du parti	page 22
Point de repère	page 27
Extraits de « L'histoire de la Révolution Russe », de Léon Trotsky	page 31

ADRESSEZ TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-PARIS-6^e

ATTENTION

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

A nos lecteurs

Le présent numéro est un numéro spécial. « LUTTE OUVRIERE » est normalement hebdomadaire, mais, étant donnée la fermeture de nombreuses entreprises, ce numéro spécial remplace tous les numéros devant normalement paraître en août.

La parution hebdomadaire reprendra sur 8 pages, format demi-quotidien, au prix de 1 F, à partir du n° 6, daté du 28 août.

UN IMMENSE REMOUS SOCIAL

QUI PEUT OUVRIR

DES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

AUX mois de mai et juin la France a connu une explosion de mécontentement sans précédent.

Près de 10 millions de grévistes alors qu'il y en avait seulement un peu plus de 3 en 1936. Et pourtant les syndicats n'ont à aucun moment donné l'ordre de grève. Dans quelles circonstances s'est déclenchée la grève ? Alors que s'est-il passé ? Depuis des années les travailleurs n'ont pas réagi avec ensemble. Mois après mois, les problèmes se sont accumulés, la situation s'est dégradée. Le niveau de vie est stagnant alors que la production augmente, dans certains cas il se dégrade. Le chômage a fait son apparition. Il y a 500.000 chômeurs. Ce chômage, il pèse sur les travailleurs, et les conflits relativement importants qui se sont produits ces dernières années ont tourné autour du chômage. Le chômage touche évidemment les chômeurs mais il pèse également sur tous les travailleurs. Et ceci de plusieurs manières. D'abord par la crainte de tomber ou de retomber au chômage. Puis par l'attitude des patrons qui pensent pouvoir se permettre une position plus dure : plus réticents sur les salaires, ils imposent une discipline plus sévère accompagnée de brimades vexatoires. Ils imposent des cadences et des horaires de travail sans aucun souci du confort ni de la liberté des travailleurs. Et cela à tous les niveaux. L'ambiance devient empoisonnée d'abord par un travail intensif compliqué par un manque d'organisation, par un climat d'insécurité à l'entreprise où l'on craint d'être mis en chômage.

Ajouté à cela il y a eu les augmentations des prix des transports, les conséquences des ordonnances sur la Sécurité sociale, les augmentations de prix des denrées dues à l'application de la nouvelle T.V.A.

Et puis les travailleurs sont soumis à la rude épreuve des soucis quotidiens : transports en commun ou individuels fatigants et énervants, problème de la scolarité des enfants, problème du logement, etc.

Tout cela existait bien avant mai. Le mécontentement depuis des mois allait en s'accumulant. Les syndicats et surtout la C.G.T. organisaient des démonstrations anodines et ridicules pour laisser échapper un peu de vapeur de temps en temps. Débrayages partiels et limités pour des revendications catégorielles, pétitions, protestations ; une ou deux fois par an une grève générale de 24 heures sans lendemain, le baroud d'honneur d'une série d'actions localisées que d'ailleurs l'ensemble des travailleurs suivait sans illusion avec la seule satisfaction de pouvoir au moins une fois de temps en temps afficher leur mécontentement.

Le catalyseur étudiant

En mai 1968 les sujets de mécontentement et la volonté d'exprimer ce mécontentement existaient, autant qu'avant mais

guère davantage. Les 17 mai 1966 et 17 mai 1967 avaient vu ce mécontentement s'exprimer une dernière fois avant les vacances et après une série d'actions localisées.

La différence, en mai 1968, c'est qu'il y a eu le catalyseur de la révolte étudiante. Cette révolte, que la plupart des travailleurs ne comprenaient pas bien (sauf peut-être les rares ouvriers qui ont des enfants à l'université ou même au lycée) leur était sympathique. Ces jeunes qui clamaient leur droit de vivre, qui contestaient la société, qui, accompagnés de drappeaux rouges et noirs, étaient allés fouiller dans l'arsenal des idées révolutionnaires que beaucoup pensaient périmées, enterrées, et qui ressurgissaient en apportant un élan de fraîcheur, de générosité, de solidarité et de liberté.

Que pensent les travailleurs ? Volonté d'agir et illusions.

Un ouvrier de chez Renault disait : « Après les bagarres du Quartier latin, le 13 mai, et les grèves de Sud Aviation et de Cléon, il y avait de l'électricité dans l'air. On sentait qu'il allait se passer quelque chose. Tout le monde se réunissait par petits groupes de 3, 5, 10 personnes et discutait. » On sentait qu'il allait se passer quelque chose, mais quoi ? Cela personne ne le savait, personne n'en avait vraiment conscience dans la grande masse des travailleurs. Les étudiants qui étaient en lutte savaient à peu près ce qu'ils voulaient. Ils voulaient fermement, sincèrement détruire le vieil ordre social et en construire un nouveau. Il y avait une certaine confusion dans la façon de parvenir au but et surtout un manque de moyens. Car les moyens, ils étaient du côté de la classe ouvrière, et la classe ouvrière, elle, ne savait pas très bien ce qui allait se passer. Elle sentait confusément que cette fois l'affaire était sérieuse. Les syndicats aussi ont senti qu'il y avait de l'électricité dans l'air, c'est pourquoi ils ont rapidement hissé les paratonnerres. C'était pour eux la bonne tactique : attirer la foudre pour la faire tomber à l'endroit choisi par eux et éviter qu'elle n'aille détruire les piliers du régime.

Les travailleurs qui s'étaient habitués à voir les syndicats prendre une attitude timorée furent assez rassurés de les voir, non déclencher la grève générale, mais laisser leurs militants organiser localement les grèves. Une grève éclatait, le comité de grève était aussitôt constitué par les dirigeants syndicaux. Cela n'inquiétait pas les travailleurs. Il fallait faire la grève, les syndicats étaient d'accord avec les revendications générales, s'installaient aux postes de direction, pour une fois qu'ils faisaient leur boulot on n'allait pas les déranger. Et il faut bien dire que dans les endroits isolés où des travailleurs plus avertis et qui furent par la suite attaqués en tant que « gauchistes »,



proposaient d'élargir les comités de grève aux non syndiqués, ils étaient souvent mal compris et considérés comme des perturbateurs par les travailleurs eux-mêmes.

C'est qu'en fait les travailleurs avaient de nombreuses illusions. Ils avaient encore des illusions sur les syndicats qu'ils croyaient capables, le moment venu de prendre leurs responsabilités. N'exerçant aucun contrôle sur les bureaucraties syndicales ils ne pouvaient pas prévoir les manœuvres des dirigeants syndicaux qui se préparaient à brader leur lutte.

Ils avaient des illusions sur le caractère de la grève elle-même. Combien de fois, avant la grève, n'avons-nous pas entendu critiquer les grèves tournantes et dire : « Ce qu'il faudrait, c'est s'y mettre tous ensemble. Là, le gouvernement serait bien obligé de céder rapidement ». Ce raisonnement traduit bien la pensée de nombreux travailleurs : faire céder le gouvernement, faire céder les patrons, mais ne pas les renverser et les remplacer. « Le pouvoir aux travailleurs » a été souvent crié dans les manifestations des étudiants mais les travailleurs ne voient pas ce qu'ils pourraient faire du pouvoir. Ils demandaient au pouvoir de satisfaire leurs revendications, mais il n'était pas encore dans leur conscience de donner à leur lutte l'objectif de la prise du pouvoir. Cela est dû en grande partie à l'attitude des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière qui depuis des décades ont complètement abandonné l'éducation et la formation socialiste au sein de la classe ouvrière.

Ainsi donc les travailleurs se sont mis en grève parce que des circonstances favorables leur ont permis d'exprimer leur mécontentement, parce qu'ils y ont vu la possibilité de faire céder au moins partiellement le patronat et le gouvernement et qu'ils pensaient que cette fois les syndicats étaient vraiment de leur côté.

La participation des travailleurs.

Partis sur de telles bases, leur attitude, leur participation au mouvement ont été dictées par ce qu'ils attendaient de cette grève, par ce qu'ils espéraient pouvoir en obtenir. Pour eux c'était un 17 mai élargi, les syndicats s'en occupaient

sérieusement, il n'y avait qu'à attendre, et tenir. Il en fut différemment pour les jeunes qui voulaient participer activement. Une minorité fut absorbée par l'appareil syndical et condamnée à tenir les piquets de grève. La plus grande partie de ces jeunes fut vite écœurée des méthodes antidémocratiques des dirigeants syndicaux ; écartés des comités de grève, tout juste tolérés aux piquets s'ils se permettaient des critiques, ils préférèrent rejoindre la lutte des étudiants. Ils allèrent discuter à la Sorbonne, manifestèrent dans la rue, se battre sur les barricades.

Ainsi, la partie la plus combative des jeunes ouvriers mena la lutte aux côtés des étudiants. Les autres ouvriers firent la grève, ils la tinrent, pour certains très longtemps (5 à 6 semaines) mais la fraction la plus combative ne resta finalement pas dans les entreprises.

Y avait-il une situation révolutionnaire ?

Peut-on dire que la situation était révolutionnaire ? C'est une question de mots. La lutte est de fait restée dans le cadre des luttes traditionnelles. Quand les travailleurs ont manifesté massivement c'est à l'appel et derrière les organisations traditionnelles. Mais, bien que les syndicats soient très minoritaires dans la classe ouvrière, à part de rares exceptions, jamais l'immense majorité des travailleurs n'a tenté de s'organiser pour prendre une part active à l'action. Cela ne signifie pas que les objectifs offerts par les syndicats leur suffisaient, mais cela montre que les travailleurs n'étaient pas prêts à déborder les organisations. La méfiance vis-à-vis des organisations traditionnelles ne s'est pas manifestée concrètement dans un tel mouvement par la constitution d'organismes de lutte indépendants. C'est en quoi la situation ne fut à aucun moment révolutionnaire.

Bien sûr, s'il y avait eu dans les entreprises des organisations capables de démontrer dès le début aux travailleurs l'attitude capitulaire des dirigeants syndicaux, la situation aurait pu très rapidement devenir révolutionnaire. Mais cela n'existait pas, du moins pas avec une force suffisante. Et ce n'est que lorsque la trahison des appareils est apparue clairement, quand ils ont



vu que l'on voulait brader leur grève pour des élections que les ouvriers les plus combattifs ont accordé une attention plus particulière à ceux que l'on a qualifiés de gauchistes, et ont commencé à constituer des comités d'action. Mais si ces comités, plus ou moins bien organisés, ont permis aux ouvriers d'exercer une pression suffisante pour que la grève se poursuive jusqu'à une reprise à peu près honorable, jamais ils n'ont pu prendre la direction du mouvement en opposition aux dirigeants capitulards.

Que nous a apporté cette grève ? Sur le plan économique, résultats minimes.

D'abord, sur le plan économique, elle n'a rien résolu de fondamental ni de durable.

Néanmoins, les salaires les plus bas ont été légèrement revalorisés. Les salaires ont été augmentés dans des proportions qui ne seraient pas négligeables si la hausse du coût de la vie ne venaient pas les annihiler. Mais si la tentation est grande pour le patronat de reprendre tout par la hausse des prix, il est assez gêné pour réaliser son dessein, car une hausse exagérée des prix provoquerait une mévente et la crise économique, si elle a de graves répercussions sur le niveau de vie des travailleurs, n'arrange pas pour autant les affaires des capitalistes.

Certaines entreprises bénéficièrent d'une petite réduction du temps de travail. Les patrons tenteront d'en limiter les effets par la pratique des heures supplémentaires. Mais là c'est aux travailleurs eux-mêmes de ne pas brader les petites conquêtes qu'ils ont pu arracher par la grève et les difficultés que les patrons ont à faire récupérer les heures de grève montrent que les travailleurs, du moins pour le moment, en ont conscience.

Enfin, les travailleurs ont fait un mois de grève sans de trop lourds sacrifices. Ils ont été indemnisés à 50 % ; les patrons se sont réservés la possibilité de faire récupérer ces 50 % mais là encore c'est la résistance des travailleurs qui peut consolider leur conquête.

Sur le plan politique : résurrection des idées révolutionnaires ?

Si sur le plan économique les résultats sont minimes, sur le plan politique la portée de ce mouvement peut être considérable pour peu que les travailleurs sachent en tirer correctement les leçons.

En premier lieu, il est prouvé que la grève générale est possible. Combien auraient pu affirmer au mois d'avril que 10 millions de travailleurs pouvaient se mettre en grève ensemble pour une durée illimitée.

Ensuite, il est prouvé qu'en face de la grève générale un pouvoir aussi centralisé que celui du général de Gaulle peut être amené à capituler. Il a été à deux doigts de le faire et s'il a pu se ressaisir c'est uniquement parce que les organisations auxquelles les travailleurs avaient accordé leur confiance dans l'action ont effectué un premier recul en acceptant de discuter au niveau des entreprises après le protocole de Grenelle alors que le dialogue était engagé au niveau patronat et

gouvernement ; et un deuxième recul en se laissant volontairement prendre au jeu des élections.

Si la grève générale est possible elle ne peut être victorieuse que si les travailleurs n'en laissent pas toute la direction aux responsables des organisations traditionnelles. Ils peuvent, ils doivent, dans les prochaines luttes avoir le souci de constituer leurs propres organes de direction, des comités qui soient la représentation de tous les travailleurs en lutte et non celle des seuls syndicats.

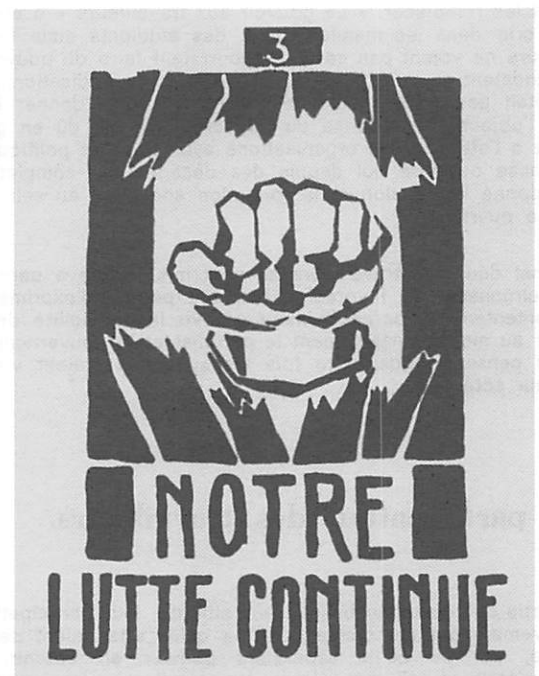
Une fois de plus les travailleurs ont fait l'expérience de la trahison des organisations traditionnelles. Les travailleurs se doivent d'en tirer la conclusion que si on peut encore les utiliser pour réclamer une paire de bleus ou l'ouverture d'un vasistas, il est dangereux, il est criminel de leur confier la direction de leurs luttes lorsqu'ils engagent tout dans l'action.

On peut être battu par la force mais il n'est de pires défaites que celles qu'on subit par la trahison. Les événements de mai-juin ont permis, et c'est probablement là l'aspect le plus important, de renouer avec les traditions révolutionnaires. Les drapeaux noirs de la révolte et rouges de la révolution ont spontanément ressurgis dans la lutte ouvrière. Les idées révolutionnaires du socialisme ont envahi la Sorbonne et gagné les usines. C'est de leur développement sur le sol fécond de la lutte de classes que dépend la victoire des travailleurs pour la réalisation de la société socialiste, débarrassée à jamais de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Vers une lutte victorieuse.

Ce mouvement n'a pas apporté de conquêtes ni économiques ni politiques à la mesure de l'action. Mais les travailleurs ont pu reprendre le travail sur la base d'un succès. Aucun n'a l'impression d'avoir subi une défaite. Les forces ouvrières sont intactes et enrichies d'une grande expérience. Les travailleurs peuvent, à partir de cette grande expérience, préparer avec espoir leurs prochaines luttes.

Des transformations capitales se sont faites dans la conscience des travailleurs, et c'est là l'essentiel.



GRENELLE

La signature des accords de Grenelle ou, si l'on veut, du protocole de Grenelle, a eu beaucoup plus d'importance sur le déroulement effectif de la grève, et même sur les événements politiques, qu'il n'eût pu sembler au premier abord.

Les grévistes, et en particulier ceux de Renault, ont, dès qu'on leur a présenté le contenu de ces accords, refusé, souvent violemment, d'y souscrire, et ont continué la grève. Même de nouvelles catégories professionnelles, de nouvelles couches de travailleurs, ne se sont mis en grève qu'après Grenelle, et la grève de mai a atteint son apogée dans les jours qui ont immédiatement suivi ces accords.

Apparemment, leur signature n'a donc été suivie d'aucun effet, et n'a pas entraîné la reprise du travail.

Apparemment seulement. Les effets des accords de Grenelle ne se sont fait sentir que par la suite, certes, mais ils sont cependant la cause essentielle et directe des faibles résultats économiques de la grève de mai.

A partir de ces accords, la grève générale fut décapitée. La discussion était interrompue au niveau gouvernement-patronat-centrales syndicales. Les grévistes devaient donc obtenir satisfaction, soit par fédération d'industrie, soit par entreprise. D'une grève générale, on passait à la somme de grèves particulières. Les accords de Grenelle devinrent la ligne retranchée à partir de laquelle le patronat discuta. Dans certains cas, les patrons refusèrent même toute discussion au-delà de Grenelle, et les grévistes ne trouvèrent personne à qui parler.

C'est pourquoi ces accords qui, au fait de la grève, furent rejetés par tous les travailleurs, devinrent la base sur laquelle la majorité reprit le travail quinze jours, voire trois semaines plus tard.

Devant cette grève qui était générale, du fait même que la grève était générale et menaçait l'ensemble du patronat, comme le gouvernement, aussi bien les patrons que le Premier Ministre pouvaient, au sommet, être contraints à des concessions que des patrons individuels n'avaient aucune raison d'accepter une fois en tête à tête avec leurs seuls travailleurs en grève. C'est parce que la grève générale est une arme capitale qu'elle peut arracher des concessions capitales.

Après Grenelle, la grève était toujours générale de fait, mais il n'y avait plus d'interlocuteur au sommet pour parler en son nom. Les centrales avaient discuté avec le patronat et Pompidou, avaient soumis les accords aux travailleurs, mais n'ont pas exigé de reprendre les discussions au sommet, une fois l'accord rejeté par les travailleurs. Les travailleurs l'ont considéré comme nul, mais pas les centrales, puisqu'elles n'ont pas repris les discussions au sommet. C'est en quoi la grève ne pouvait plus rien obtenir sur le plan général puisque ses porte-paroles se récusent et que les travailleurs n'avaient pas pu, au cours de la lutte, s'en donner d'autres plus dévoués aux intérêts de la classe ouvrière.

C'est un fait essentiel car dès que les travailleurs ont refusé l'accord de Grenelle, Pompidou, aussi bien que les patrons, dans leur affolement, auraient repris les pourparlers au sommet. Ils ont été sauvés de concessions supplémentaires par les dirigeants des centrales syndicales eux-mêmes.

Mais ce n'est pas encore là le fait majeur. La conséquence la plus importante des accords de Grenelle n'est pas économique, elle est politique.

La grève fut spontanée, chacun le sait. Mais ce que l'on saisit moins couramment, c'est que les syndicats ont, dans un premier temps, appuyé la grève spontanée. Ils n'ont pas utilisé toute leur énergie pour s'y opposer, comme ce fut

le cas dans bien des circonstances passées. C'est cette levée du verrou syndical qui a donné à la grève son caractère explosif, il faut bien le comprendre.

Pourquoi ? Il serait trop long d'analyser les problèmes qui se sont posés à chacune des centrales syndicales. En ce qui concerne la C.G.T., la principale, les raisons sont simples. Le P.C.F., dont les militants composent essentiellement ses cadres, venaient de subir une grave défaite en milieu étudiant. Les « groupuscules gauchistes » dont il sous-estimait l'influence, avaient conquis en quelques jours le milieu étudiant, milieu où le P.C.F. se trouvait dans le même temps déconsidéré, dépassé, dont il fut pratiquement exclu.

Lorsque la grève démarra spontanément à Sud-Aviation-Nantes et à Renault-Cléon, et que l'opinion ouvrière commença à être remuée, le P.C.F. prit peur et, connaissant bien l'importance et la dynamique des changements d'opinion à l'intérieur des masses, il se vit menacé de revivre, à l'échelle infiniment plus large de la classe ouvrière, la défaite qu'il venait de subir en milieu étudiant. Le mot d'ordre fut de ne pas se trouver à contre-courant, de suivre les travailleurs et, au besoin, de les précéder, pour ne pas en perdre la direction.

Cela dura jusqu'à Grenelle.

A partir de Grenelle, les cadres de la C.G.T. (comme la majorité de ceux des autres centrales d'ailleurs), s'employèrent à faire reprendre le travail. Ils n'eurent pas un succès immédiat, mais ce fut à ce moment-là que P.C.F. et C.G.T. prirent le virage.

Ce tournant fut important parce qu'il indiqua clairement à la bourgeoisie, comme au gouvernement, que la C.G.T. comme les autres centrales syndicales, n'étaient non seulement pas prêtes à politiser la grève, mais ne cherchaient pas non plus à obtenir, sur le plan économique, des compensations déterminantes pour les travailleurs.

Les centrales syndicales et la C.G.T. en tête, ont voulu, par Grenelle, racheter aux yeux de la bourgeoisie, la position « pro-gréviste » qu'elles avaient prise dans la première période du mouvement. Il s'agissait de démontrer que si elles avaient pris la tête des grèves, elles n'entendaient pourtant pas faire en sorte que cela coûte cher à la bourgeoisie.

Il est bien évident que Pompidou, comme de Gaulle, apprécient le P.C.F. à sa juste valeur. Ils savent bien que ce n'est pas un parti révolutionnaire. Mais ils savent aussi, et pour cause, que ce n'est pas un mouvement aussi intégré à l'appareil d'Etat que la Social-Démocratie par exemple. Cette dernière aurait pu très bien accepter de se laisser déborder sur sa gauche. Pas le P.C.F. ! Mais jusqu'où le P.C.F. est-il capable d'aller pour ne pas se laisser déborder ? Ni de Gaulle ni Pompidou n'en savaient rien.

Jusqu'à Grenelle.

Après Grenelle, Pompidou, comme de Gaulle, comme le patronat, savaient que les centrales syndicales, et en particulier la C.G.T., étaient prêtes et décidées dorénavant à freiner le mouvement. Ils savaient aussi qu'elles étaient prêtes à utiliser toute leur influence pour faire reprendre le travail sur des conditions « a minima ».

Les centrales syndicales auraient pu demander au patronat et au gouvernement de payer très cher le retour à la paix sociale. Le patronat aurait très certainement payé, et c'est lui qui se serait alors chargé de la liquidation d'un gaullisme onéreux.

Et dans la décision qu'a pris de Gaulle de rester, quelques jours plus tard, l'attitude des Centrales syndicales à Grenelle, fut sans conteste un élément d'appréciation déterminant.

LA SEMAINE DÉCISIVE :

de l'annonce du référendum à son ajournement

comment la gauche a renoncé sans combattre



AU cours de la crise qui en mai et juin derniers a secoué si fortement la société française, il n'y eut jamais, comme nous l'analysons par ailleurs, de possibilité immédiate de prise de pouvoir par la classe ouvrière. On put croire un instant en revanche que les jours du régime gaulliste étaient comptés et que De Gaulle devrait céder la place à l'opposition de gauche.

De Gaulle lui-même reconnut dans sa déclaration radiodiffusée du jeudi 30 mai qu'il avait envisagé l'hypothèse de son propre départ. Celle-ci fut sérieusement examinée dans les milieux dirigeants de la bourgeoisie française. Pendant quelques jours, ceux qui séparèrent les discussions de « Grenelle », ou plutôt le rejet unanime par les travailleurs du « protocole » qui les conclut, de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, cette bourgeoisie fut sérieusement à la recherche de remplaçants pour de Gaulle et Pompidou. Ainsi la presse put annoncer que Antoine Pinay, homme politique de droite, avait rencontré Mendès France dans ce but. Plus tard, lorsque de Gaulle eut repris la situation bien en main, Pinay fit démentir le fait. Que tout le monde l'ait jugé, sur le moment, plausible et même probable est bien significatif. De méchantes langues n'insinuent-elles pas d'ailleurs que si Pompidou a été remercié après des élections gagnées pourtant de si brillante

manière par les gaullistes, ce serait parce que le 29 mai, cédant à l'atmosphère ambiante, il aurait conseillé au Président de la République de passer la main.

Cela reste pour l'instant invérifiable. En tous cas une grande partie de la presse bourgeoise donna ou suggéra clairement le même avis.

De Gaulle est pourtant resté au pouvoir. Le veillard qui gouverne la France depuis 10 ans se cramponnait plus solidement qu'on ne le pensait au char de l'Etat, assez solidement en tous cas pour en conserver les rênes dans ce passage cahotant. Il est vrai que les opposants n'ont pas bougé le petit doigt pour le pousser hors de son siège. Ils attendaient qu'il tombe de lui-même. Contribuer activement à sa chute ne pouvait se faire qu'avec l'aide du bon peuple et nos hommes de gauche ne voulaient pas donner de mauvaises idées à celui-ci. Ils ont préféré laisser passer l'occasion.

Aujourd'hui ils en rejettent à qui mieux mieux la faute sur les « gauchistes ». L'analyse des événements qui ont constitué le tournant de la crise montre pourtant que la survie du régime n'est imputable qu'à leur propre impuissance et à leur propre veulerie.

● L'ETAT FRAPPÉ D'IMPUISSANCE

Depuis le début mai les événements se sont précipités. La répression des manifestations étudiantes a échoué. Pompidou, retour d'Afghanistan a dû promettre puis accorder l'amnistie aux manifestants arrêtés et condamnés. Les facultés ont été réouvertes et sont occupées par les étudiants qui en ont fait, sans que le gouvernement n'y puisse rien, un bastion de la contestation et un centre de diffusion des idées révolutionnaires.

Bien plus, à la suite de la journée de grève générale du 13 mai, une vague de grève est née, s'est enflée au point de se transformer en quelques jours en raz de marée : 9 millions de travailleurs ont cessé le travail, le pays est paralysé.

Le gouvernement est complètement débordé. De Gaulle est tout de même parti en Roumanie. Il hôte quelque peu son

retour. Cela ne change rien. Pendant plusieurs jours il se tait. Pas plus que Pompidou il n'a prise sur les événements. Chacun attend tout de même sa réaction, c'est-à-dire le discours radiodiffusé qu'il a fait annoncer pour le vendredi 24 mai.

L'Etat n'a pourtant pas disparu en France depuis le 3 mai, comme le dira emphatiquement François Mitterand lors de sa conférence de presse du mardi 28 mai. Les étudiants et les jeunes travailleurs qui ont manifesté dans la rue depuis cette date le savent bien. La police, qui constitue l'ossature essentielle de cet Etat, est toujours là. Et elle est toujours bien présente encore le vendredi 24. Après s'être opposée à la manifestation prévue par l'U.N.E.F. à partir de la gare de Lyon, à Paris, elle va matraquer et grenader toute une nuit pour reprendre le Quartier Latin qui s'est hérissé à nouveau de barricades.

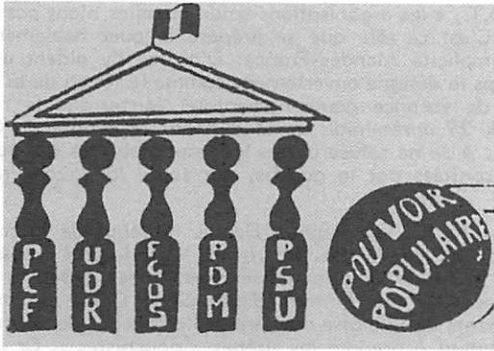
Mais cet Etat n'a plus le contrôle de la situation. Sa police peut bien réprimer sauvagement les manifestations des jeunes, elles renaissent et même se multiplient de Paris en province. L'Etat est incapable de maintenir l'ordre dans la rue. Et un certain malaise commence à se faire jour dans son appareil lui-même et notamment dans son appareil policier. Le samedi 25, lendemain des durs affrontements au Quartier Latin, à Lyon, à Nantes, etc., plusieurs syndicats de police font part, dans des communiqués à la presse, de leurs « inquiétudes » et rappellent que leurs adhérents ont eux aussi des revendications à satisfaire.

L'Etat n'est pas moins impuissant devant la grève de 9 millions de travailleurs. Là aussi il s'avère incapable de maintenir l'ordre. Il n'est pas question alors d'envoyer la police occuper les usines. Le gouvernement ne s'y risquera que sur la fin du mouvement, lorsque la majeure partie des grévistes aura repris le travail. Il est vrai que ce ne sont pas quelques dizaines de milliers de C.R.S., gendarmes mobiles ou flics divers qui peuvent remplacer 9 millions de travailleurs. A la limite l'armée peut être utilisée au ramassage des ordures. Elles se montre déjà tout à fait incapable de suppléer aux transports en commun.

● NI RÉFÉRENDUM NI GRENELLE NE RAMENENT L'ORDRE

De Gaulle tente alors de reprendre en main la direction des opérations par deux moyens. Sur le plan politique par l'annonce d'un référendum dans les semaines qui suivent ; sur le plan économique en laissant le gouvernement négocier un accord avec les confédérations syndicales. Dans l'immédiat pourtant l'un comme l'autre sont un échec.

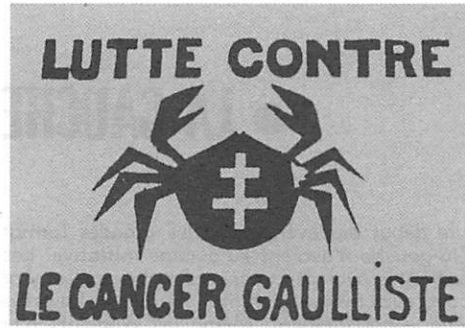
Le référendum avait pour but de faire dévier sur le plan électoral la lutte qui se déroulait dans la rue ou dans les usines. Il rate complètement.



Les grandes formations politiques de la gauche, F.G.D.S. et P.C.F., acceptent pourtant tout de suite que le combat soit transféré sur ce terrain. Malgré leurs dénonciations indignées de la manœuvre gaulliste, aucune ne conclut à la nécessité de refuser le référendum, de le boycotter. Dès la déclaration de De Gaulle elles appellent à voter « non » et elles continueront jusqu'à ce que de Gaulle lui-même, constatant le boycott de fait et l'échec de l'opération, décide de l'ajourner.

L'annonce du référendum n'a en effet ni ramené l'ordre dans la rue ni fait reprendre le travail dans les usines. Bien au contraire, dans l'heure qui suit le discours présidentiel commence l'une des manifestations les plus dures que Paris ait connu durant ces deux mois. Cinquante mille jeunes, des étudiants mais aussi beaucoup de jeunes travailleurs, se sont rassemblés devant la gare de Lyon à l'appel de l'U.N.E.F. et du S.N.E.Sup. Dans l'après-midi même la C.G.T., pour faire pièce à cette manifestation en a organisé plusieurs, dans Paris et la banlieue. Elles ont pu se dérouler tranquillement. Mais la police montre dès le début son intention de ne pas tolérer que le rassemblement appelé par l'U.N.E.F. se transforme en manifestation. Le résultat c'est que les cinquante mille manifestants se répandent à travers Paris. Beaucoup se retrouvent au Quar-

Quant à faire tourner l'économie tout entière elle n'y peut pas songer.



Nous sommes donc à ce moment-là à un tournant. Ou bien l'Etat réussit à ramener l'ordre dans la rue et à faire reprendre le travail à la classe ouvrière dans un délai rapide ou bien ceux qui sont à la tête de cet Etat devront céder la place à de plus aptes.

tier Latin. Mais pour la première fois aussi depuis le début des événements des barricades sont édifiées dans d'autres quartiers de la capitale. Et toute la nuit c'est l'affrontement contre la police. Pavés contre grenades et matraques.

Le projet de référendum n'a donc pas ramené le calme dans la rue. Il a plutôt servi à ranimer l'émeute. Il ne met pas davantage fin aux grèves.

Pour cela le gouvernement entreprend pourtant le samedi 25 de négocier avec les centrales syndicales. Ces négociations vont durer près de deux jours ne se terminant qu'aux premières heures de la matinée du lundi 27. A ce moment-là un « protocole » est signé. Le gouvernement a peut-être pu croire un instant la partie gagnée. Les premières éditions de **France-soir** qui sortent à Paris à la fin de la matinée annoncent triomphalement l'accord.

Las, pour le gouvernement et pour les dirigeants syndicaux, il faut bientôt déchanter. Les travailleurs de Renault et de Citroën à Paris, de Sud Aviation à Nantes, d'autres grandes entreprises encore, consultés sur la teneur du « protocole », le repoussent à l'unanimité.

Les dirigeants syndicaux font alors machine arrière. Ils proclament qu'ils n'ont jamais signé d'accord avec le gouvernement, qu'ils sont bien conscients que les concessions faites à Grenelle par Pompidou ne sont pas suffisantes et ne peuvent constituer qu'un premier pas, que le combat continue. Aujourd'hui, deux mois plus tard, ils nous présentent le protocole de Grenelle comme une grande victoire ; et quand ils se sont présentés aux travailleurs le lundi matin 27 mai ils n'ont nullement commencé par conseiller de le repousser. Qu'importe, ils n'en sont pas à une contradiction près.

Le lundi 27 une chose est sûre. Les opérations conjuguées du référendum et des négociations au sommet ont fait long feu. Le gouvernement et l'Etat n'ont pas rétabli leur autorité.

Le peu qui leur en restait semble même définitivement compromis. Ce qu'ils avaient tenté d'empêcher le vendredi ils doivent l'admettre et le tolérer le lundi soir. Une nouvelle manifestation de l'U.N.E.F., à laquelle la C.F.D.T. prête un certain appui, est autorisée. Le meeting qui la termine regroupe au stade Charléty 70.000 personnes enthousiastes. Le ministre de l'intérieur n'a fait que se ridiculiser un peu plus en publiant dans la matinée une information comme quoi des groupes organisés étaient en possession d'armes et avaient

l'intention de s'en servir lors de la manifestation de la soirée. Mais il a dû tenir sa police à distance et tout s'est déroulé dans le calme.

Cette fois pour éviter le « vide » et le « chaos » il faut songer sérieusement à l'éventualité d'une rechange à un gouvernement qui semble perdre de plus en plus le contrôle des événements.

● LA GAUCHE PRÉPARE LA SUCCESSION

Depuis le début des événements les grandes formations politiques de la gauche n'avaient eu aucune initiative. Les manifestations étudiantes avaient commencé sans qu'elles y prennent la moindre part, elles avaient continué de même. La grève générale s'était étendue pareillement. Même les syndicats n'ont fait ici que prendre le train en marche, se hâtant d'organiser ou plutôt de chapeauter un mouvement qui de toute manière menaçait de se faire sans eux et avait commencé ainsi en plusieurs endroits.

Pendant quinze jours les hommes de la Fédération de la gauche sans autre influence que parlementaire et électorale sont complètement oubliés aux milieux du tourbillon des événements. Personne d'ailleurs, ni parmi les étudiants, ni parmi les grévistes, ne semble se souvenir de leur existence ni penser qu'ils puissent jouer un rôle déterminant. Il n'y a que le P.C.F. et **L'Humanité** pour leur garder un semblant de vie politique en rappelant inlassablement, numéro après numéro, « l'exigence » d'un programme commun avec eux.

Devant la faiblesse de plus en plus évidente du pouvoir gaulliste, ils comprennent cependant — et sans doute une bonne fraction des capitalistes le comprend également — qu'ils peuvent avoir très rapidement, peut-être plus rapidement qu'ils ne le souhaitent eux-même, une partie à jouer.

Le mardi 28 Mitterrand en prend son parti et se jette à l'eau. Dans une conférence de presse il constate que « en France, depuis le 3 mai 1968, il n'y a plus d'Etat » et propose une solution de rechange à De Gaulle et à son gouvernement : formation d'un gouvernement provisoire qui pourrait être présidé par lui-même ou Mendès-France. Il renouvelle aussi sa propre candidature au poste de président de la République en cas de nouvelles élections après la démission éventuelle de De Gaulle.

Ce que craignent par dessus tout les capitalistes, c'est une vacance du pouvoir. Celle-ci pourrait, en effet, laisser libre cours au « déchaînement de l'anarchie » dans la rue. Elle pour-

rait même être remplie, au cas où elle se prolongerait un peu, par un pouvoir révolutionnaire. Certes celui-ci n'a encore aucun cadre qui puisse étayer son existence. Les comités étudiants et surtout ouvriers n'existent pas. Pourtant on peut en deviner certains embryons ici ou là. Et dans une période semblable on sait que les choses vont vite, très vite. Il faut barrer toute voie débouchant sur une telle perspective. Il faut que si le régime gaulliste s'avère décidément incapable de faire face, d'autres soient prêts sans perdre un instant à prendre la relève. Beaucoup de ceux qui font mine aujourd'hui de s'indigner contre les tentatives « illégales » de Mitterrand et de ses amis étaient sans aucun doute à ce moment là d'accord avec les initiatives du président de la Fédération de la gauche. Depuis, évidemment, de Gaulle a rétabli la situation...

De même Mendès-France d'une manière plus discrète mais peut-être plus habile que Mitterrand joue aussi sa partie. Il ne construit pas de barricade, il ne lance pas de pavé à la tête des CRS, il n'appelle pas davantage à le faire, mais il se montre au milieu du Quartier-Latin insurgé dans la nuit du vendredi 24. Il ne mène pas sa harangue aux discours révolutionnaires des orateurs du stade Charléty. Personne ne pourra l'accuser, lui, d'avoir dit que « tout était possible » ou qu'il fallait renverser le capitalisme. Mais là encore il fait tout de même en sorte d'être présent... et que cela se sache.

Dans le futur gouvernement il faudra quelqu'un capable d'en imposer aux jeunes forces révolutionnaires, celles qui ont surgi si brusquement et que, comme dit Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T., « les organisations traditionnelles n'ont pas pu intégrer. » C'est ce rôle que se prépare à jouer noblement et en toute simplicité Mendès-France. D'autres l'y aident d'ailleurs. Descamps le désigne ouvertement comme le favori de la C.F.D.T. en cas de vacance gouvernementale. Mitterrand le rencontre mercredi 29 après-midi. En le quittant le député de Grenoble déclare : « Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche, par toute la gauche réunie. »

Le P.C.F., lui, est inquiet. Depuis le début de la crise c'est lui qui a fait tout le gros du travail. Il est le seul à posséder un appareil militant dans les entreprises. Il est le seul à pouvoir, directement ou par l'intermédiaire de la C.G.T., contrôler les mouvements de la classe ouvrière et l'empêcher de suivre la voie que l'invitent à prendre les sirènes « gauchistes ». Or il semble bien mal récompensé de ses efforts, pourtant incontestables. La C.F.D.T., minoritaire, en profite pour faire de la démagogie sur sa gauche, sûre qu'elle est que la digue opposée par la C.G.T. aux courants révolutionnaires ne sera pas rompue. Et Mendès-France et Mitterrand sont en train de fabriquer leur gouvernement sans se soucier de lui.

Ces deux raisons, d'une part faire pièce aux courants « gauchistes » auxquels la réunion de Charléty a donné un nouvel élan, d'autre part rappeler le rôle essentiel qu'il peut jouer dans un gouvernement de gauche appelé à remplacer de Gaulle pour maintenir l'ordre, l'amènent à organiser avec la C.G.T. une grande manifestation à la même heure où se rencontrent Mitterrand et Mendès. La C.F.D.T. n'y participe pas, l'U.N.E.F. non plus. Elle regroupe pourtant des centaines de milliers de personnes de la Bastille à la gare Saint-Lazare. Et pour la première fois dans une manifestation organisée par le P.C.F. et la C.G.T., et entièrement contrôlée par eux, les slogans sont non plus seulement revendicatifs mais aussi politiques. « Gouvernement populaire avec les communistes » réclame l'immense cortège qui par endroit s'en prend également à Mitterrand. Le P.C.F. commence lui aussi à penser que, qu'il le veuille ou non, le gouvernement chancelle et qu'une rechange à gauche est à l'ordre du jour.



● DE GAULLE N'ABDIQUE PAS

La gauche vendait la peau de l'ours gaulliste non seulement sans l'avoir tué mais, encore plus inconsciente que les chasseurs de la fable, sans avoir même la volonté de se mettre en chasse pour l'abattre.

Fort occupée au petit jeu de la préparation des combinaisons gouvernementales éventuelles, Mitterrand ou Mendès ne se souciaient nullement ni d'impulser ni d'organiser la lutte contre le régime. Ils ne souciaient même pas de prendre la tête du combat qui de toute manière se menait sans eux. Ils attendaient que De Gaulle veuille bien partir. Le souhaitaient-ils d'ailleurs seulement ? On ne saurait même pas l'affirmer.

Quant au P.C.F. il a prouvé également qu'il ne tient nullement à exploiter toutes les possibilités offertes par la lutte entamée par la classe ouvrière. A Grenelle la C.G.T. a accepté un protocole qui est bien loin de satisfaire les revendications essentielles de la classe ouvrière. Et elle n'a pas l'excuse du manque de combativité de celle-ci puisque consultés les travailleurs signifieront sans ambage qu'ils sont tout prêts à continuer la lutte, et la continueront effectivement pendant des semaines pour certains. Non, la seule raison qui peut expliquer l'attitude de Seguy et Frachon c'est qu'ils sont aussi désireux que les autres hommes politiques de droite ou de gauche de voir la grève prendre fin et les choses reprendre leur cours normal.

Tous ceux là donc ne sont pas de véritables adversaires de De Gaulle, tout au plus des remplaçants éventuels. De Gaulle le sait. Il sait que les étudiants et les ouvriers ne trouveront pas de ce côté de véritables chefs pour diriger le combat qu'ils mènent. Il peut préparer la contre offensive. Contre la gauche officielle elle sera menée vite et bien. Au fond il n'a là qu'une chose à faire. Prouver qu'il est toujours là, toujours décidé à assumer le pouvoir, pas du tout prêt à s'en aller. La bourgeoisie qui ne craint qu'une chose, l'absence de pouvoir, lui reviendra automatiquement. Les leaders de la gauche qui n'ont jamais envisagé que de le remplacer au cas où il s'effacerait de lui-même, accepteront sans broncher qu'il reste s'il manifeste clairement sa volonté.

Un départ brusqué et pour une destination (pendant un instant) inconnue, une visite éclair aux troupes stationnées en Allemagne qui laisse planer la menace d'un recours à l'armée, et le tour est joué. De Gaulle peut rentrer et annoncer le jeudi



30 dans l'après-midi qu'il entend bien rester au pouvoir. Le référendum est abandonné. Dans les faits il était déjà boycotté. De Gaulle avait misé, comme il l'aurait dit lui-même, « hors de la plaque ». Il reprend donc ses billes et, dissolvant l'Assemblée nationale, annonce de nouvelles élections législatives.

Celles-ci présentent un triple avantage. Elles sont plus éloignées dans le temps que le référendum et le gouvernement peut espérer que d'ici là la situation aura été rétablie. Elles sont tout à la fois une porte de sortie et un piège pour l'opposition. Une porte de sortie car elle va pouvoir se saisir du prétexte de ces élections pour abandonner tout combat sur un autre terrain et justifier enfin cet abandon auprès des masses. Un piège car ces élections qu'elle réclame à cor et à cris sont le terrain le plus favorable pour le gaullisme dans les circonstances présentes.

Et pour appuyer cette volonté de conserver le pouvoir les gaullistes organisent dans les heures qui suivent la déclaration du général une gigantesque manifestation sur les Champs-Élysées. Ils prouvent par là que sous son apparente déliquescence le régime n'était nullement resté inactif pendant cette semaine où on l'avait cru bien proche de sa fin. Ils prouvent surtout qu'ils ont conscience que, en ces jours, le problème du pouvoir peut se résoudre dans la rue.

Une chose doit être au moins reconnue à De Gaulle. Il connaît bien son monde, y compris son opposition. Unanime, elle accepte de marcher sur la voie qu'il lui trace. Tous acceptent les élections. Mitterrand geint un peu. Mendès France ne trouve strictement rien à dire. La C.G.T. revient à son dada favori : la grève, pour elle, n'a que des objectifs économiques et non politiques.

Seule l'U.N.E.F. parle de répondre à De Gaulle comme il convient : dans la rue. Mais l'U.N.E.F. a fait elle-même une erreur qu'elle paiera cher, et avec elle tous les révolutionnaires, et tout de suite. Elle a refusé de participer en tant que telle à la manifestation, organisée la veille du discours, par la C.G.T. et le P.C.F. sous le prétexte que ceux-ci entendaient marchander leur solidarité aux victimes de la repression et la refuser en particulier à Cohn-Bendit expulsé de France par le gouvernement. Cela tenait d'autant moins debout que l'U.N.E.F. aurait eu la force de participer à la manifestation avec ses propres mots d'ordre et que C.G.T. et P.C.F. auraient été bien incapables de l'en empêcher. A l'ensemble de ceux influencés par le P.C.F. elle est apparue là soucieuse d'intérêt de boutique ou même comme la machine de guerre anti-P.C.F., puisque la C.F.D.T. s'est évidemment précipitée sur ce prétexte pour refuser elle aussi sa participation. Si l'U.N.E.F. avait jamais eu une chance de faire pression sur la C.G.T. durant ces journées — et reconnaissons que de toute manière cette chance n'était pas grande — elle l'a gâchée par ce refus. La C.G.T. n'aura aucune peine à justifier à son tour son refus de se joindre à une manifestation commune proposée par l'U.N.E.F. à la suite de la déclaration du président de la République.

Samedi 1^{er} juin après-midi l'U.N.E.F. manifeste seule de la gare Montparnasse à la gare d'Austerlitz. Elle regroupe encore trente mille personnes. Ce n'est pas suffisant pour faire échec à De Gaulle ni aux centaines de milliers de gaullistes réunis deux jours auparavant sur les Champs-Élysées.

La crise de mai et juin 1968 a vécu ses journées décisives. De Gaulle ne s'est pas incliné. C'est la gauche qui l'a fait, pratiquement sans combat. Il reste au régime à mettre fin à la grève. Ce sera long et quelquefois plus dur que prévu. Il lui reste aussi à mettre fin à l'agitation étudiante. Mais les forces des étudiants et des ouvriers sont dispersées face au pouvoir et celui-ci a bien fini par se rétablir et par vaincre. Momentanément du moins, car si la gauche officielle a perdu la bataille, les travailleurs et les jeunes n'ont pas perdu la guerre qui les oppose au régime gaulliste et au capitalisme qu'il défend.

Tout

était-il

possible ?

TROIS mois après les premiers signes de son déclenchement la crise de mai semble être résorbée. La montée ouvrière a laissé place au reflux. Le milieu étudiant est dispersé par l'occupation policière des facultés.

Dans les rues, dans les quartiers, la police est à nouveau maîtresse du terrain, comme l'est le patron dans l'usine. Le régime gaulliste, il y a peu, à deux pas de l'écroulement, jouit avec satisfaction de sa nouvelle et écrasante majorité à la Chambre. Le parti dit communiste panse ses plaies électorales en multipliant les attaques contre les « gauchistes ».

Toute semble revenir dans l'ordre comme avant. Pourtant bien des choses ont changé, et dans bien des domaines les choses ne peuvent plus aller comme « avant ». A travers une grève générale comme n'en a jamais connue la France, de jeunes générations d'ouvriers ont refait l'expérience de 1936. Des dizaines de milliers d'étudiants ont appris à tenir tête à la répression. Les uns comme les autres ont mesuré leurs forces.

De telles expériences laissent des traces indélébiles dans la conscience des masses. Là est l'acquis principal du mouvement.

Il ne suffit cependant pas de s'arrêter là. Une période de l'importance des mois de mai-juin est chargée de leçons précieuses pour l'avenir. La gauche révolutionnaire, bien que ses idées aient profondément marqué les événements, n'était pas encore de taille, tant à cause de sa faiblesse numérique qu'à cause de sa division, d'y jouer un rôle réellement dirigeant à quelque niveau que se soit. Mais c'est justement à travers de tels combats que le courant révolutionnaire forge ses militants, élabore et précise sa ligne d'action.

Il est indispensable pour les militants révolutionnaires de profiter du reflux de cette étape de la lutte pour préciser et analyser ce qui s'est passé, pour apprécier la dynamique réelle des événements. Comprendre le présent, en tirer leçon est la meilleure façon de se préparer à être à la hauteur des tâches de l'avenir.

● LA MOBILISATION DES ÉTUDIANTS ET SES LEÇONS

La première étape du mouvement populaire qui va des barricades du vendredi 3 mai à la semaine suivant la grève générale du 13 mai a été marquée par la mobilisation des étudiants.

Il ne nous appartient pas ici d'analyser les raisons pour lesquelles c'est précisément cette couche de la population qui a commencé la lutte et qui en est restée jusqu'à la fin l'élément le plus actif, le plus radical, le plus décidé. Ce qui a distingué le combat engagé en ce début de mai à Paris des autres à Berlin, à Rome ou à Varsovie, semblables à l'origine, c'est que l'action estudiantine a été à l'origine d'un processus qui a touché de larges masses.

Si le mouvement étudiant a pu jouer ce rôle de détonateur c'est que de toute évidence un profond mécontentement a été accumulé au sein de toutes les couches populaires. Le caractère même du régime a donné à ces mécontentements un dénominateur commun, un facteur d'unification. Tous les mécontentements se sont retrouvés dans la haine de De Gaulle et de son régime. Tel est l'inconvénient d'un régime bonapartiste pour la classe dirigeante.

La démocratie a ceci d'avantageux pour la bourgeoisie qu'elle dilue devant les masses la réalité du pouvoir, qu'elle cache le mécanisme de répression derrière le chassé-croisé des

gouvernements qui passent et se succèdent. Le bonapartisme donne au pouvoir une apparence concrète, en chair et en os, à la portée de l'expérience quotidienne des masses. Plus le pouvoir est personnifié par un homme, plus il sert de point de mire à la haine populaire. De Gaulle est devenu un symbole, et l'attitude vis-à-vis de son régime et de sa personne a tracé dans la première étape de la lutte, une ligne de démarcation entre ceux qui voulaient que « ça change » et les autres.

De plus, moins que toute autre, un régime bonapartiste ne peut se permettre de montrer sa faiblesse. Sa stabilité apparente cache un équilibre fragile. Sa force réside en grande partie sur les illusions qu'en ont les masses. Ses hésitations, ses reculs lui sont d'autant plus funestes.

Or, justement, ce régime qui se voulait fort et stable a montré sa faiblesse devant les étudiants. La révélation était brutale. C'est que pendant des années, à l'illusion de la force, les partis et syndicats traditionnels n'ont opposé que l'illusion d'une menace. Il ne fut laissé d'autre exutoire au mécontentement populaire que les ridicules promenades baptisées manifestations. La succession des 17 mai si elle pouvait remonter un instant le moral de la base par le nombre des participants, fut en même temps, par son inefficacité manifeste, un facteur de démoralisation.

Or, les étudiants ont porté la lutte en ce début de mai sur le seul terrain où elle pouvait être efficace, seul terrain où justement les organisations de gauche ont refusé de la mener : dans la rue. Certes les étudiants n'ont pas remporté — et ne pouvaient remporter seuls — une victoire éclatante sur les forces de répression. Mais par leur détermination, leur courage, ils ont su résister et marquer des points. Malgré la sauvagerie de la répression, le mouvement étudiant n'a non seulement pas reculé, il a même entraîné dans son sillage, au fil

des jours, de nouveaux contingents de combattants.

Or, pour paraphraser Trotsky, les masses n'apprécient pas les événements en fonction des schémas théoriques. Elles comprennent cependant à merveille l'enseignement des faits. Les étudiants ont ouvert une brèche dans le régime. Ils ont porté un coup au gaullisme. Leur langage fut compris par les masses ouvrières. L'unité des sentiments des étudiants et des ouvriers fut, pour une courte période, réalisée sur la base d'un commun mécontentement, d'une haine commune du régime.

● L'ENTRÉE EN SCÈNE DU PROLETARIAT

La participation massive à la manifestation du 13 mai contenait en germe la vague de grève qui, partie de Nantes puis de Cléon aura submergé la France. Le mécontentement ouvrier a profité de la brèche ouverte par les étudiants.

Malgré les affirmations des syndicats, la grève n'a pas été économique, mais, dès le début, politique. Dans maints et maints endroits, la grève est partie sans qu'aucun programme revendicatif fut formulé. Simple, ce régime que tous, organisations ouvrières en premier, se sont complus à présenter comme dur, a été incapable d'enrayer l'agitation de quelques milliers d'étudiants. Pour les masses ouvrières le roi s'est montré nu. Il était temps qu'il parte. Et c'est la conviction que cela était possible, que cela était à portée de la main qui a électrisé le prolétariat, qui l'a poussé à entrer lui-même en scène.

Le caractère de l'intervention de la classe ouvrière ne serait pas compréhensible sans avoir saisi le rôle joué par les bureaucraties ouvrières, le P.C.F.-C.G.T., en premier lieu. C'est l'analyse faussée des rapports entre cette bureaucratie et les masses ouvrières au début du mouvement qui a conduit bien des révolutionnaires à surestimer quelque peu par la suite la dynamique de la situation.

La bureaucratie ouvrière a pesé de tous temps d'un poids énorme sur le mouvement ouvrier. Elle a systématiquement isolé, brisé dans l'œuf tout début de mobilisation.

Pour la première fois cependant une couche de la population sur laquelle son contrôle fut négligeable s'est mobilisée en dehors et même contre elle, et a remporté un succès dont l'écho fut énorme dans toute la population. Pour la première fois les idées, les méthodes « gauchistes », tant combattues par le P.C.F., ont trouvé un support de masse. Elles ont montré leur validité. Ce fut là un échec politique grave pour le P.C.F., qui ne pouvait pas se permettre qu'une pareille explosion se produise dans tout ou partie du prolétariat. Le P.C.F. a donc choisi la politique où il estimait risquer le moins de danger de débordement. Il a décidé de larguer les amarres. Il a décidé d'ordonner à ses militants, non point d'impulser le mouvement, mais du moins de se laisser porter par lui, de ne pas s'y opposer. La tâche de l'heure était de maintenir le contrôle sur les masses, et de ne pas risquer, en freinant trop tôt et trop brutalement, l'éclatement de l'emprise bureaucratique sur les masses ouvrières.

On a donc assisté à un véritable raz-de-marée ouvrier, mais pas à une explosion. L'attitude des bureaucraties syndicales a contribué à donner au mouvement son caractère large, mais ce fut au prix de sa profondeur.

L'étendue de la grève a dépassé tout ce que la France a jamais connu. Non seulement l'avant-garde mais même les corporations habituellement les moins combattives sont entrées dans le mouvement. Toute la vie économique a été paralysée. Le corset de fer de la bureaucratie syndicale desserré, le prolétariat a donné une puissante démonstration de sa force mais aussi de son rôle dans la société. Là fut un des acquis principaux du mouvement de mai.

Cependant, les raisons mêmes de cette brusque et impressionnante extension des grèves, à savoir l'attitude apparemment en pointe de la bureaucratie stalinienne, a donné à cette dernière la possibilité de désamorcer le danger d'une véritable mobilisation ouvrière.

Sauf en de rares endroits le prolétariat n'a pas pu, n'a pas eu l'occasion de se mobiliser réellement, de forger ses propres organes de lutte. Au nom des intérêts mêmes du mouvement, les appareils syndicaux locaux se sont substitués à la masse des ouvriers. Les comités de grève, là où il y en eut de constitués, n'étaient que de simples comités intersyndicaux. Les occupations furent le fait de petites minorités s'amenuisant au fil des jours. Les piquets de grève, d'organes de combat qu'ils auraient pu être se transformèrent en émanation des syndicats, chargés de défendre l'isolement des usines les unes des autres d'une part, des étudiants d'autre part.



Se fiant au langage, à l'attitude des bureaucraties syndicales, après l'euphorie des premiers jours, les ouvriers s'en remirent à ceux qu'ils estimèrent les plus capables de mener la lutte. La lutte la plus dynamique que le prolétariat français ait menée au cours de ce siècle a porté à sa tête la force la plus conservatrice : la bureaucratie syndicale. Cela devait être sa mort.

« La révolution est, répétait Trotsky, une irruption violente des masses dans le domaine où se règle leur propre destinée ».

Situation Révolutionnaire ?

Tels sont les faits et quiconque veut les ignorer est incapable de comprendre la dynamique de la situation et ses limites. « Le pouvoir est à portée de la main. » Le slogan pouvait avoir, durant les événements, une valeur propagandiste. Sa valeur d'analyse est par contre pour le moins contestable.

Le capitalisme a été indéniablement contraint de reculer. La vie économique était paralysée. L'appareil d'Etat se montrait incapable de contrôler la situation. Un vent de panique s'emparait des plus hautes sphères dirigeantes. Autant d'indices d'une crise politique grave, très certainement. Autant de prémices d'une situation qui aurait pu devenir révolutionnaire, probablement.

Mais on n'était pas à la veille d'une prise de pouvoir par le prolétariat, loin s'en fallait. D'après Lénine, trois conditions objectives essentielles caractérisent une situation révolutionnaire. Tout d'abord, il faut que la classe dominante ait épuisé toutes ses possibilités. Il faut ensuite que l'avant-garde du prolétariat soit mobilisée sur une base de classe et qu'elle bénéficie de l'appui de la classe ouvrière dans son ensemble. Il faut enfin, que le prolétariat apparaisse comme la seule classe capable de sortir la société de la crise et qu'il bénéficie à ce titre au moins de la neutralité des autres couches non-bourgeoises de la nation.

Et toutes ses conditions ne suffisent pas si le prolétariat ne possède pas une organisation capable de le mener vers la victoire : un parti révolutionnaire.

Or, aucune de ces conditions n'était réalisée. La crise politique de la bourgeoisie n'était pas sans solution. Au fur et à mesure que la position de De Gaulle devenait incertaine, se profilait sur la scène politique la silhouette de Mendès France.

La bourgeoisie a sans doute accepté de balancer éventuellement de Gaulle par dessus bord. Mais durant des années toute l'opposition, P.C.F. en tête, a contribué à forger une équipe de remplacement. Cette équipe était prête à prendre la relève.

Il est vrai que la classe dominante n'est jamais réellement dans une voie sans issue que si elle y est poussée, non pas par « la force des choses », mais par l'intervention du prolétariat. Or justement le prolétariat n'a pas été réellement activement mobilisé.

La seule couche qui le fut réellement fut les étudiants. C'est la seule couche qui en est arrivée à contester activement le pouvoir de l'Etat, à se heurter à lui, à mobiliser pour ce faire toutes les initiatives, toutes les énergies.

Le combat des étudiants a certes mobilisé, a entraîné dans son sillage une frange du prolétariat, sa fraction la plus jeune, la plus dynamique. Là résidait l'espoir du développement du mouvement. Ces jeunes auraient pu servir de pont entre les étudiants en lutte et la masse du prolétariat. Mais le verrou syndical fut efficace, en particulier précisément parce que les ouvriers n'étaient pas mobilisés sur leur lieu de travail.

Qu'eût signifié une véritable mobilisation du prolétariat qui aurait impliqué ensuite une situation de double pouvoir, phase décisive d'une période révolutionnaire ? Il eût fallu que la grande majorité du prolétariat soit organisé localement, dans ses quartiers, dans ses usines. Qu'il se donne une « direction » démocratique. Qu'il remplace progressivement l'appareil d'Etat bourgeois paralysé, son administration. Qu'il se charge des activités indispensables même en temps de grève : ravi-

Mais les masses ouvrières, après avoir fait irruption sur la scène politique, ont abandonné aux appareils syndicaux la charge de leur destinée. Ceux-ci se hâtèrent de débarrasser la scène politique de cet acteur indésirable, car les bureaucrates ont pu en fin de compte imposer à la classe ouvrière les accords de Grenelle, si elles ont pu brader la grève contre les élections, c'est parce qu'au préalable elles ont réussi à empêcher la mobilisation de la classe ouvrière.

taillement, services de santé, maintien de l'ordre. Qu'il mène une lutte vigoureuse contre la police, contre l'administration bourgeoise. En un mot qu'il apparaisse, dans les faits, non seulement contestant l'ensemble du pouvoir bourgeois, mais prêt à le remplacer par le sien.

Il eût fallu qu'il naisse partout, dans les usines, dans les quartiers, des milliers de Sorbonnes démocratiques, où les ouvriers viennent débattre de leurs affaires, viennent décider des choses publiques. Il eût fallu des milliers de ces creusets où l'énergie, l'initiative des masses aurait pu s'exprimer.

Sans une telle situation, sans une telle participation réelle, active des masses populaires à la vie publique, il ne peut être question de parler de la prise du pouvoir par le prolétariat comme d'une étape immédiate.

En 1917, le parti bolchevik a lutté pendant huit mois pour la réalisation du mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », c'est-à-dire tout le pouvoir aux ouvriers. Mais les soviets existaient déjà. Au pouvoir de la bourgeoisie, le prolétariat opposait, dans les faits, le sien.

Le plus grand crime du P.C. pendant la période de mai-juin ne fut pas de ne pas avoir voulu s'emparer du pouvoir par les armes pour le compte et à la place du prolétariat, ce fut de s'être opposé dès le début, systématiquement, méthodiquement, à la mobilisation du prolétariat. Ce fut d'avoir vidé les occupations d'usines, les comités de grève, les piquets, de toute leur substance, pour en faire des caricatures bureaucratiques de ce qu'ils auraient pu être.

Ce fut d'avoir brisé le ressort de la seule force qui eût été capable de donner au déroulement des faits un dynamisme menant à la prise du pouvoir par le prolétariat : la mobilisation active de la classe ouvrière.

Aussi, la tâche d'une organisation révolutionnaire n'aurait pas été, comme le prétend la bourgeoisie, pour justifier la répression, d'en appeler à l'insurrection armée d'une petite minorité. Elle eût été d'aider le prolétariat, lentement et patiemment peut-être, à retrouver la voie de la Commune ou plus encore, celle des soviets russes de 1905 et 1917.

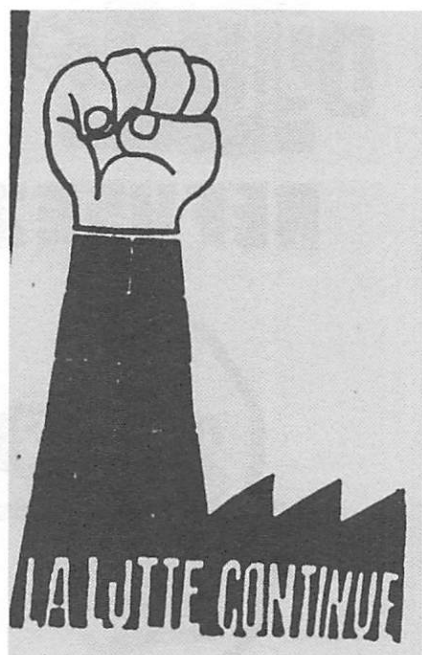
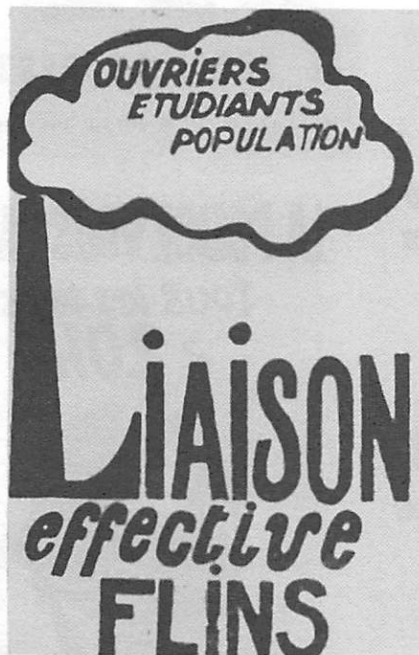
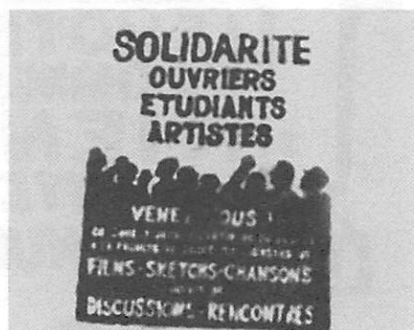
Le rôle d'un parti révolutionnaire n'est pas de se substituer aux masses, à leur énergie, à leurs initiatives, mais c'est de diriger cette énergie, ces initiatives dans le sens d'une rupture totale avec le système bourgeois.

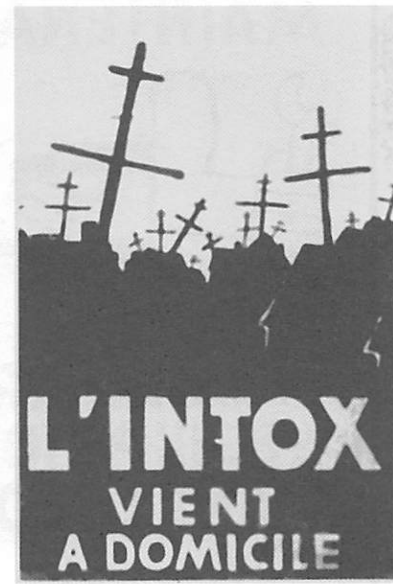
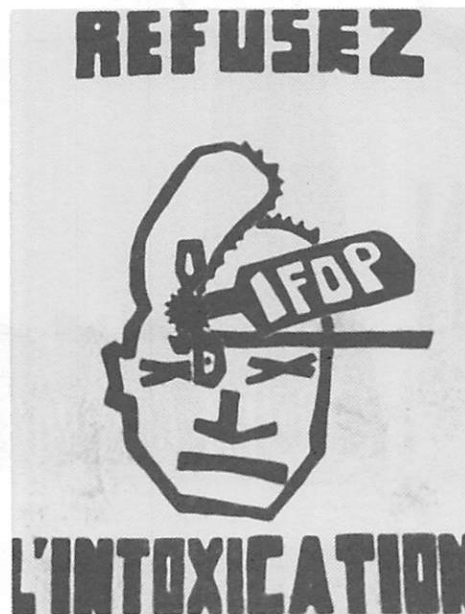
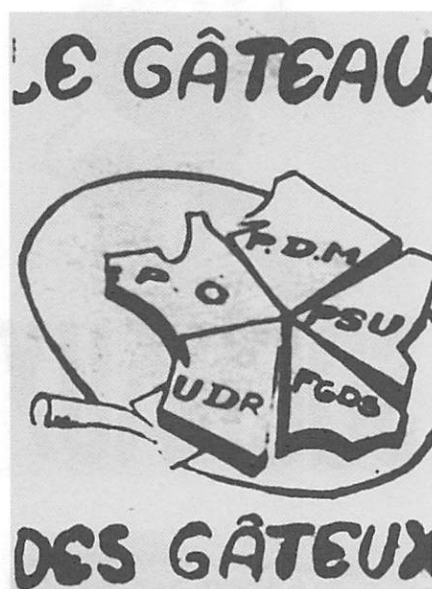
En mai-juin, l'action du prolétariat aurait pu abattre le régime gaulliste au profit d'un Mitterrand ou Mendès, mais elle ne menaçait pas sérieusement le pouvoir de la bourgeoisie. Ce n'était pas encore l'affrontement final, mais une de ces escarmouches à travers lesquelles le prolétariat prend conscience de sa force et aussi des obstacles qui l'empêchent de s'en servir. Parmi ces obstacles, la plus importante est le lourd carcan des organisations réformistes et stalinienne.

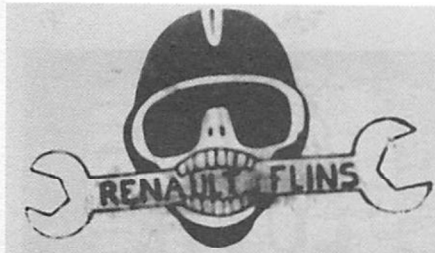
Des milliers de jeunes ouvriers ont compris devant les événements le rôle réactionnaire des bureaucraties ouvrières.

Ces expériences ne sont pas perdues. Elles constituent, avec d'autres, accumulées au cours des luttes un capital précieux pour le mouvement ouvrier. C'est pourquoi, quelle que soit la profondeur du reflux actuel, mai et juin 1968 auront représenté une étape dans la prise de conscience du prolétariat, de son rôle et de ses possibilités.

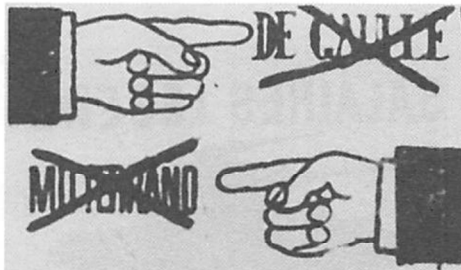
les affiches de mai








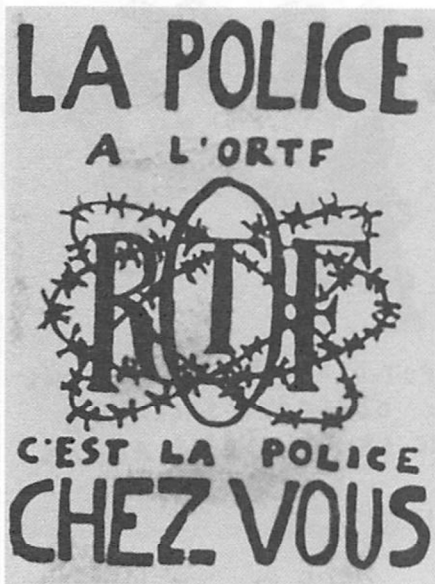
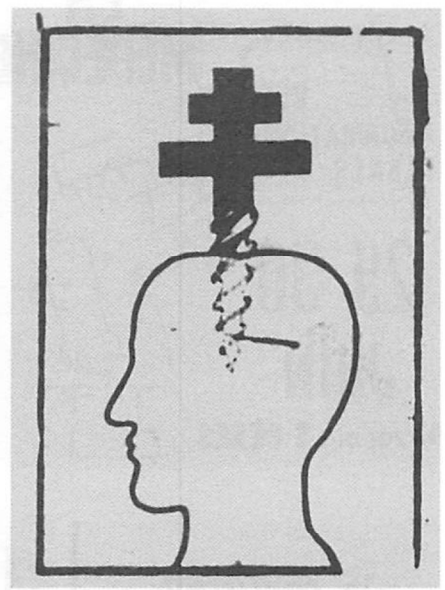
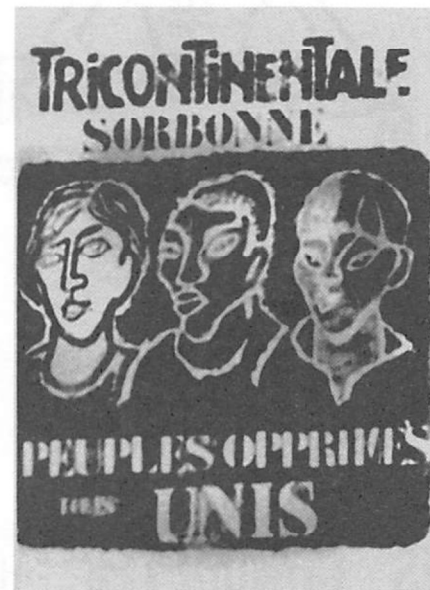
solidarité
EFFECTIVE
étudiants
travailleurs



POUVOIR POPULAIRE OUI

HABITANTS du 
SOUTENEZ
LES GREVISTES DE
VOTRE QUARTIER

TRAVAILLEURS
ACTIFS ET CHOMEURS
TOUS UNIS





SALAIRES LEGRS



CHARS LOURDS



CINÉMA

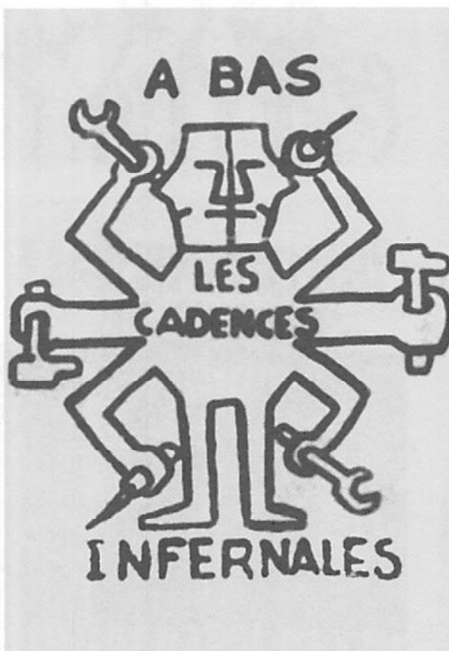
PORTES OUVERTES EN MÉDECINE

BUFFET

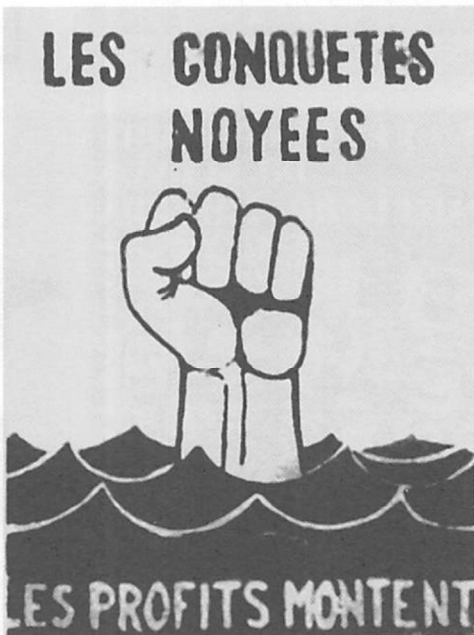
INFORMATIONS DÉBATS

29-30 JUIN

45 RUE DES S'PÈRES



*je participe
tu participes
il participe
nous participons
vous participez
ils profitent*



LE P.C.F.

Artisan de la reprise du travail a organisé sa propre défaite électorale

LES élections qui couronnèrent le retour à l'ordre consacreront la défaite du P.C.F. et de la Fédération. Survenant après les « victoires » économiques remportées par les travailleurs, leur défaite a pu paraître paradoxale voire inexplicable.

Pour celui qui juge les événements à travers les lunettes électorales, il apparaît qu'au sortir du plus grand mouvement social que la France ait connu, l'opposition se trouve finalement bien plus mal placée qu'aux élections de 1967.

Certes la loi électorale faite sur mesure pour s'ajuster au pouvoir gaulliste, ne pouvait manquer de donner comme à l'accoutumée, la victoire à la majorité. Mais cette victoire fut quant au nombre de sièges, considérable. Et si le mode de scrutin explique bien des choses, il n'explique pas tout. Il y a eu déplacement des voix et poussée à droite. Rien qui ressemble à un raz de marée gaulliste, mais un déplacement des voix des centristes envers la majorité et une perte que l'on peut évaluer à 2 % environ pour le P.C.F. et la Fédération au premier tour.

Cette perte à quoi est-elle due ? Le P.C.F. pour sa part a trouvé une explication. Les excès « gauchistes » ont effrayé l'électeur moyen. La France a eu peur des barricades.

L'analyse de Waldeck Rochet soumise au Comité central du P.C.F. est un assez curieux exercice de style sur le thème conventionnel : comment on réécrit l'histoire. Les excès révolutionnaires — comprenez les barricades, Flins, Sochaux, etc. — furent fomentés par des provocateurs gaullistes ou « gauchistes » (c'est la même chose) afin d'entraîner une victoire écrasante de la majorité aux élections. Si la victorieuse lutte économique entreprise par les travailleurs en grève qui occupaient sagement les usines n'a pu avoir de conséquences politiques par la voie légale des élections, c'est que chaque voiture brûlée par les étudiants retirait des milliers de voix au Parti.

On peut en déduire qu'il y a eu deux sortes de luttes, l'une, économique, conduite de façon responsable par le P.C.F. et l'autre, politique, dévoyée par d'infâmes « gauchistes » dans le but de saboter la première ou du moins d'en anéantir les conséquences politiques.

Que de telles affirmations soient un défi à la vérité — même purement chronologique — ne gêne nullement le P.C.F. Les méfaits du « gauchisme » ainsi présenté doivent lui permettre d'expliquer sa défaite électorale. Et du même coup, ils servent à justifier la ligne politique du parti pendant les événements.

Il s'agit donc d'exorciser le démon gauchiste et de soustraire à son influence pernicieuse les malheureux sympathisants et militants du parti qui auraient pu se laisser séduire.

La presse bourgeoise s'est elle-même étonnée de la pauvreté d'un tel raisonnement. Elle feint de déplorer cette utilisation sans nuance du bouc émissaire. Elle qui a axé toute sa propagande électorale sur la peur du complot totalitaire visant à prendre le pouvoir par l'insurrection !

Mais en fait le P.C.F. et la majorité se retrouvent sur un point : la condamnation des violences révolutionnaires et, a fortiori, de l'insurrection proclamée but ultime des protagonistes de mai.

Un tel accord n'est pas fortuit. Bien avant mai, « L'Humanité » dénonçait Cohn Bendit et les enragés de Nanterre avec autant de violence que « Paris-Jour » ou « Minute ». Et quand, dans la première phase des événements de mai, celle que l'on pourrait appeler, la phase ascendante, la

presse bourgeoise elle-même, du moins la presse à grand tirage, reflétait tant bien que mal la sympathie que la lutte des étudiants rencontrait dans l'opinion, un seul journal dissimulait son opposition ouverte sous un silence caractéristique : « L'Humanité ».



En fait et partout où ils le pouvaient, les militants du P.C.F. ne cessaient de présenter les étudiants comme des enragés, des incendiaires, des irresponsables dont les actes provocateurs ne pouvaient manquer d'attirer la répression du gouvernement. En somme, si les C.R.S. cognaient, la faute en revenait aux étudiants, il n'avaient qu'à ne pas résister. Et l'on vit les ouvriers se verrouiller dans leurs usines pour éviter l'entrée des « terroristes » étudiants. A Billancourt, place Nationale, le soir où Sauvageot en tête d'un cortège de deux mille étudiants, venait saluer la grève avec occupation décrétée l'après-midi aux usines Renault, on put voir des ouvriers sortir précipitamment pour aller garer leur voiture ailleurs « de peur que les étudiants ne les brûlent » ! La peur du provocateur servait d'argument politique au P.C.F. pour isoler ses militants de la « contagion gauchiste ».

Ainsi, nul ne fit plus que le P.C.F. pour accrédi-ter l'idée que le mouvement de mai était fauteur de désordres et de guerre civile. Et il le fit avec l'accord du gouvernement. On se souvient de la manifestation organisée par l'U.N.E.F. devant la gare de Lyon. Le même jour le P.C.F. et la C.G.T. organisaient deux manifestations parallèles et pacifiques dont l'une devait se rassembler à la Bastille. Pour fixer les détails du déroulement de la manifestation, l'entrevue Séguy-Grimaud (préfet de police) dura une heure. Mais quand les étudiants voulurent se rendre à la Bastille où une heure plus tôt le cortège ouvrier n'avait pas rencontré l'ombre d'un képi de flic, la place était noire de C.R.S. et tous les accès

bouclés par des cordons d'hommes armés. On connaît la suite. Ainsi, la C.G.T. et le gouvernement s'étaient entendus pour apporter la preuve que les travailleurs sous la conduite de leurs organisations syndicales étaient raisonnables et pacifiques, alors que les étudiants étaient des « violents » assoiffés de barricades.

La « grande force tranquille » du prolétariat, réprouvait par la bouche du P.C.F. les « excès » qui allaient au fil des jours devenir des « provocations ». Même Flins, même Peugeot devaient être attribués non à l'intervention des C.R.S. mais à celle de provocateurs professionnels dont le chef de file avait nom : Gelsmar !

A ce moment-là la presse et la radio bourgeoises entonnaient le même refrain et condamnaient unanimement les violences étudiantes. Mais les efforts du P.C.F. pour hurler



avec les loups furent bien mal récompensés. Dans son interview par Michel Droit de Gaulle donnait le ton de la campagne électorale. Ces violences que le P.C.F. repoussait avec horreur et énergie, il allait les lui attribuer, directement ou indirectement, il allait même lui attribuer la volonté de s'emparer du pouvoir par l'insurrection.

Ainsi, malgré sa servilité et sa complicité, le P.C.F. allait être lui-même victime du chantage à la guerre civile qu'il avait de toutes ses forces contribué à entretenir. Ses dénégations piécardées sur les murs de Paris ne lui servirent à rien. Il avait joué la carte de la peur. Avec infiniment plus de moyens et sans vergogne le gouvernement allait faire de même contre le P.C.F. C'était une tactique payante.

Mais si cet aspect de la propagande gouvernementale rempli en effet parfaitement son rôle pendant les élections, il ne suffit pas pour autant à expliquer l'échec électoral du P.C.F.

La défaite du P.C.F. c'est aussi, c'est surtout la sanction de toute une politique. La « gauche » stalinienne et réformiste en France s'est montrée résolument incapable de conduire le mouvement jusqu'à la chute du régime gaulliste.

Il n'est pas question de découvrir ici que le P.C.F. n'est pas révolutionnaire et qu'il a trahi la cause ouvrière. C'est une évidence qui appartient depuis longtemps à l'Histoire.

Mais en tant que parti d'opposition parlementaire et adversaire proclamé du gaullisme, le P.C.F. n'a ni pu, ni voulu exploiter la crise ouverte du régime pendant la crise de mal. Pourquoi ?

Chantre des votes « pacifiques vers le socialisme », de la conquête démocratique et légale du pouvoir par les élections, en d'autres termes, fidèle partisan de l'ordre bourgeois, le P.C.F. ne pouvait pas ne pas désavouer ce qui venait de la rue. Ce ne sont pas les violences étudiantes qui l'ont effrayé, c'est la crise elle-même.

Le P.C.F. ne l'avait ni voulue, ni prévue. Partie du monde étudiant en général et du milieu « gauchiste » en particulier, elle prit dès le début un caractère politique que le P.C.F. ne

pouvait admettre. S'il dut pour un temps composer avec le mouvement, c'est que celui-ci allait toujours de l'avant, entraînant derrière lui des forces de plus en plus nombreuses.

Allumé par l'étincelle « gauchiste », le baril de poudre accumulé à l'Université et dans la jeunesse par des années d'arbitraire policier, avait explosé soudainement ouvrant une brèche dans l'« Etat-fort » gaulliste. Par la brèche devait déferler un mouvement social d'une ampleur sans précédent. En affrontant les C.R.S. de De Gaulle les étudiants mettaient en cause le régime lui-même, ils en révélaient la faiblesse. Pour des millions de travailleurs ce fut une révélation. Et le 13 mai, le mécontentement et la colère contenus depuis dix ans se donnaient enfin libre cours. On avait l'impression d'une immense libération. La grève avec occupation d'usine en fut la conséquence immédiate. Le drapeau rouge avait fait sa réapparition dans le cortège de la C.G.T., « l'Internationale » aussi. De crainte d'être emporté par le mouvement, le Parti suivait. Mais il n'avait pas l'initiative. Il ne l'eut jamais.

Par son aspect radical : affrontement violent avec les forces de répression, par l'ampleur des revendications : remise en cause de la société toute entière, par le nombre de jeunes qu'elle pouvait mobiliser, par l'écho qu'elle pouvait recueillir dans les milieux de l'intelligentsia classique : écrivains, enseignants, hommes de théâtres, cinéastes, architectes, peintres, médecins, avocats, etc., la crise de mai avait incontestablement un caractère révolutionnaire.

Et pour la première fois, le P.C.F. voyait se développer sur sa gauche, un mouvement révolutionnaire de masse, certes encore restreint à certains milieux sociaux, encore confus et divisé, mais suffisamment important pour l'obliger à réagir. Ce mouvement ne mettait pas encore en danger l'hégémonie du P.C.F. sur le monde ouvrier, mais chaque jour plus nombreux étaient les jeunes travailleurs qui le suivaient et les développements de la crise risquaient de favoriser un regroupement capable de « mordre » en milieu ouvrier.

C'est pourquoi le P.C.F. devait s'employer à résoudre au plus vite la crise. La défense de l'ordre bourgeois, même gaulliste, c'était aussi la défense du P.C.F., la sauvegarde de son influence, de ses moyens d'action, de tout ce qui fait de lui un parti utile pour la bourgeoisie.

C'est ainsi que le P.C.F., s'il ne s'opposa pas de front au mouvement de mai, ne fut pas à même de l'exploiter politiquement à son profit, car dès le début il se plaça sur la défensive.

Alors que le mouvement de lui-même, et cela apparut très clairement dès le 13 mai, se dirigeait contre le régime gaulliste, contre le gouvernement et contre l'homme qui incarnait tout le pouvoir depuis dix ans ; alors que la rue, spontanément, se lançait à l'assaut du gaullisme, ses chefs traditionnels se rangeaient aux côtés du pouvoir établi. La grève ne doit être qu'économique, disait le P.C.F., pas d'aventure ! En fait, à aucun moment la « gauche » n'est apparue comme la direction naturelle du mouvement. Ce n'était pas en elle que se reconnaissaient les milliers de combattants de mai.

Dans ces conditions, les élections annoncées par de Gaulle perdaient tout signification politique. Ce n'était pas le combat classique entre la droite et la gauche, car tous les partis à droite comme à gauche étaient au fond d'accord, d'accord pour l'ordre.

Si la grève tenait encore quelques jours, c'est que le P.C.F. n'osait la saborder de front, mais l'issue était fatale. Ainsi, moins d'une semaine après le discours de de Gaulle, l'unanimité était faite à droite comme à gauche pour liquider le mouvement de mai. Les élections n'étaient qu'une grossière manœuvre pour amener le rétablissement de l'ordre.

Il ne s'agissait pas en votant pour la droite ou pour la gauche, de voter pour ou contre le mouvement, il s'agissait de condamner le mouvement de mai au nom d'une politique de droite ou d'une politique de « gauche ».

Aucun choix politique n'était en fin de compte laissé à l'électeur.

Mais si la politique de la droite se ramenait à une simple formule : faire confiance à de Gaulle, la « gauche » elle, n'avait même pas de programme. Qu'avait-elle à offrir dans les circonstances créées par mai ? Rien. Si ce n'est « l'union de tous les républicains et de toutes les forces démocratiques pour un programme social avancé ». Des mots. De vieux mots. De vieux slogans vides et dépassés. Cette absence de perspective et d'initiative allait plus que tout desservir la gauche. La Fédération semblait inerte devant les événements et le P.C.F., par sa volonté de rétablir l'ordre, ses appels à la modération, à la « sagesse politique » son horreur maintes fois affirmée de la violence, se confondait presque dans sa pro-

pagande électorale avec le parti centriste ! En fait la « gauche » traditionnelle avait été mise de côté par les événements eux-mêmes.

Dans ces conditions, la droite était naturellement favorisée. C'était contre elle que le mouvement avait été dirigée. C'était à elle qu'allait de bénéfice de l'ordre revenu. Jouant à fond la carte de la peur du désordre, du complot, de la guerre civile, elle faisait de mai une tentative d'insurrection totalitaire, en dépit de toute vérité. Elle seule pouvait axer sa campagne électorale sur le mouvement en le travestissant à son gré. Le P.C.F. lui, ne pouvait ni revendiquer la responsabilité et la conduite du mouvement, ni le condamner globalement. Le tour de passe-passe qui lui faisait dénoncer les provocateurs « gauchistes » (apparentés gaullistes) tout en assumant la grève ne pouvait pas le tirer de son incomfortable position. N'ayant jamais dirigé les opérations, ayant au contraire tout fait pour faire avorter la crise, il ne pouvait en tirer aucun bénéfice. Face à la situation le P.C.F. dut se borner à faire pour ainsi dire une campagne « négative ». Le mouvement de mai qu'il avait implicitement condamné, ne pouvait lui apporter aucune voix nouvelle, au contraire il ne pouvait que détourner de lui certains électeurs traditionnellement fidèles mais que l'écoeurement devait jeter dans l'abstention.

Au lendemain du premier tour des élections « Action » le journal de l'U.N.E.F. et du S.N.E.-Sup titrait « la capitulation ne paie pas ». Et en fait, plus qu'une victoire — attendue — de

la droite, les élections devaient sanctionner la politique de trahison du P.C.F.

Des trahisons le P.C.F. en a déjà faites, des défaites électorales, il en a déjà connues. L'une suivant l'autre d'ailleurs parfois. Mais cette fois, il y a quelque chose de nouveau.

La crise révolutionnaire de mai a ébranlé le pouvoir gaulliste, mais elle a ébranlé aussi celui du P.C.F. Tout l'ordre ancien a été remis en question. Et le P.C.F. en tant que partie intégrante de cet ordre l'a été plus que toute autre formation. Des milliers d'hommes sont descendus dans la rue malgré son hostilité et ses calomnies. Il devra bien leur rendre des comptes. Ces milliers de jeunes n'étaient pas anticommunistes. Au contraire, ils retrouvaient le chemin des idées révolutionnaires. La crise de mai ne s'est pas terminée pour eux par une victoire, c'est certain. Mais elle a révélé deux faillites : celle du pouvoir et celle du stalinisme. L'un comme l'autre sont encore en place et se défendent farouchement. Mais leur puissance est menacée et fragile. Mai a créé peut-être les conditions de leur éclatement. Ou du moins la condition fondamentale : c'est-à-dire la possibilité de la création d'un mouvement révolutionnaire ayant l'audience de masses véritables. Certes, le chemin risque d'être long qui mène au parti mais il y mène sûrement.

Et le jour où un tel parti existera, alors le P.C.F. sera de moins en moins capable de sauver la mise à la bourgeoisie.



**Cohn-Bendit tel que
l'a vu le P.C.F.**

La question du parti

TOUT le monde le sait, des révolutionnaires qui l'affirment avec confiance, aux gaullistes qui malgré leur victoire électorale envisagent la rentrée avec inquiétude, mai et juin 1968 « n'étaient qu'un début ».

Mais il ne suffit pas de crier sa résolution de « continuer le combat ». Il faut, pour que celui-ci ait toutes les chances d'être victorieux, tirer les leçons des luttes que nous venons de vivre. Et l'un des grands enseignements de ce printemps, c'est l'impérieuse nécessité d'un parti révolutionnaire.

Sans doute n'est-ce pas là une nécessité nouvelle. Il y a au contraire bien longtemps que les révolutionnaires fidèles à la tradition du bolchevisme la proclament. Mais depuis ces derniers mois, le problème se pose d'une manière infiniment plus concrète, et plus urgente.

Une telle nécessité n'est d'ailleurs pas également ressentie par tous ceux qui ont participé à ces événements. Certains en tirent au contraire des conclusions diamétralement opposées. Ils se font les apôtres de la spontanéité, et dénoncent les dangers de bureaucratisation que renfermerait en soi toutes organisations.

Que de pareilles tendances se fassent jour n'est nullement étonnant. Les manifestations de mai et de juin 1968 ont vu réapparaître en bonne place, et c'était la première fois depuis

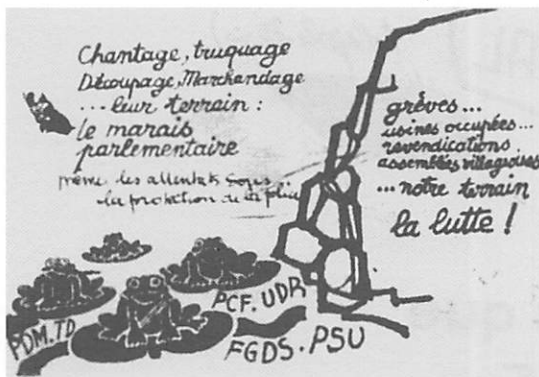
bien longtemps, les drapeaux noirs de l'anarchisme. Nous ne sommes pas de ceux qui le déplorent. Non seulement parce que le drapeau noir a ses lettres de noblesse, mais aussi parce que, dans le contexte actuel, la réapparition de courants anarchistes fait partie d'un tout, caractérisé par le déclin du stalinisme, et le développement de l'extrême-gauche révolutionnaire.

Mais il n'en reste pas moins que les révolutionnaires conséquents doivent entreprendre une lutte énergique contre toutes les tendances anti-organisation, qu'elles soient nettement affirmées (niant la nécessité de celle-ci) ou plus nuancées (remettant en cause la conception bolchevique du parti). Lutte énergique sur le plan des idées, qui n'exclut nullement, bien au contraire, la nécessité d'entretenir les rapports les plus fraternels, voire les plus unitaires, avec ces camarades. Mais c'est l'avenir même du mouvement, ses possibilités, qui sont en cause.

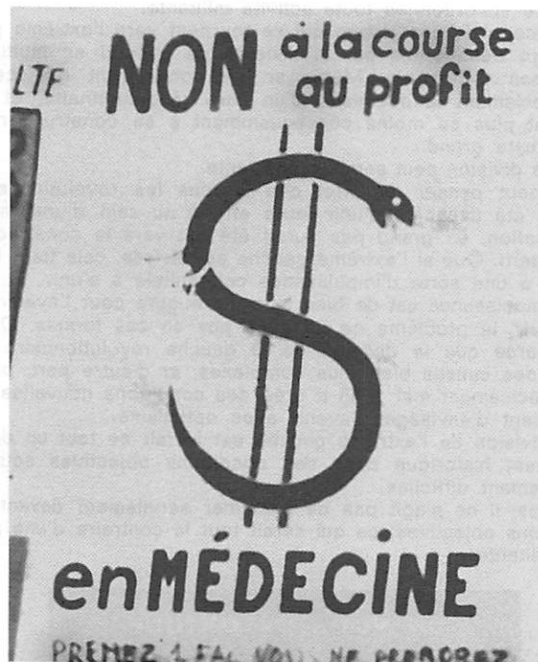
De telles tendances ne sont d'ailleurs pas une chose nouvelle dans le mouvement ouvrier. Elles ont existé de tout temps. Mais elles risquent de rencontrer des conditions nouvelles de développement dans les conditions actuelles de la lutte, dans le fait que l'une des tâches principales des révolutionnaires à l'heure actuelle est de faire sauter le carcan que le stalinisme fait peser sur la classe ouvrière.

Des milliers de jeunes, étudiants et travailleurs, viennent de faire, en s'éveillant à la vie politique, l'expérience du stalinisme. Ils ont vu concrètement le rôle réactionnaire que celui-ci assumait, et mesuré son importance. Ils ont vu quel poids représentait, dans les entreprises principalement, l'appareil du P.C.F. et de la C.G.T., et quelle était son efficacité en tant que défenseur de l'ordre bourgeois.

Le Parti Communiste Français est un parti centralisé et discipliné. Ce centralisme, et cette discipline, sont l'un des facteurs de son efficacité. L'une des tentations que risquent de rencontrer les jeunes révolutionnaires serait de croire que c'est parce que le P.C.F. est un parti centralisé qu'il joue un rôle contre-révolutionnaire. Mais il n'y a pas là de lien de causalité. Ce ne sont pas les formes organisationnelles du stalinisme qui ont déterminé le contenu de sa politique. Ce sont les liens qui le



rattachent à la bureaucratie conservatrice de l'U.R.S.S. d'une part, et à l'aristocratie ouvrière d'autre part. Ses formes organisationnelles expliquent seulement la manière dont il peut faire appliquer sa politique.



Parce que le mouvement de mai a été un mouvement spontané, et que son principal adversaire a été un parti centralisé, il ne faudrait pas en tirer des conclusions hâtives, jeter — pour reprendre un proverbe qu'il est devenu classique de citer en pareille occasion — l'enfant avec l'eau de la baignoire, et théoriser un état de fait en chantant les louanges de la spontanéité qui serait seule capable de faire avancer le mouvement ouvrier.

Parce que le mouvement de mai montre précisément, et avec la plus grande clarté, quelles sont les limites de cette spontanéité.

Le développement de la grève générale a été, c'est l'évidence même, un phénomène largement spontané. Mais les appareils syndicaux traditionnels sont rapidement parvenus à contrôler le mouvement, à le canaliser, et la grève a finalement échoué dans ses buts, tant économiques que politiques, la reprise s'étant effectuée sur les bases que l'on sait.

Il y avait, bien sûr, le stalinisme, la bourgeoisie et son Etat. Mais expliquer l'issue du mouvement par ces seuls facteurs ne serait pas plus sérieux, dans un genre différent, que les justifications que se découvrent aujourd'hui les dirigeants du P.C.F.

Pour ceux-ci, leur échec — il est vrai que ce qui les touche c'est surtout l'échec électoral — est dû à deux causes : la bourgeoisie d'une part, qui s'obstine à être anticommuniste, et les « groupuscules gauchistes » d'autre part, dont chacun sait qu'ils sont au service de cette même bourgeoisie. La politique du Parti, et de ses dirigeants, n'est nullement en cause. Elle a toujours été juste, lucide et clairvoyante. Somme toute, le P.C.F. a été amené à la défaite électorale par un destin antique insensible aux qualités du héros.

Expliquer la défaite par l'ennemi, c'est commode. Mais comme l'ennemi n'a aucune raison de disparaître de lui-même, on voit mal comment l'on pourrait sortir un jour de cette situation.

Ce genre de fatalisme est étranger aux révolutionnaires. Leur devoir, c'est de rechercher les causes de l'échec, ou de l'insuffisance d'un mouvement non pas dans les forces de l'adversaire, mais dans les faiblesses de leur propre camp, afin de tout faire pour y remédier dans l'avenir.

Les méfaits du stalinisme n'expliquent pas tout. Ce qui est important, c'est de comprendre comment celui-ci a pu imposer sa politique à la classe ouvrière de ce pays, contre la majorité de celle-ci, comment il a pu canaliser aux moindres frais pour la bourgeoisie, un mouvement de cette importance.

Le 20 mai, moins d'une semaine après la première occupation d'usine, dix millions de travailleurs étaient en grève. Le mouvement s'était développé d'une manière largement spontanée,

mais la spontanéité ne pouvait guère mener les travailleurs plus loin. Si quelques véritables comités de grève élus et représentatifs apparurent çà et là, ce fut pratiquement toujours sous l'impulsion de militants révolutionnaires. Mais en règle générale, les travailleurs, y compris ceux qui avaient pris l'initiative du mouvement, s'effacèrent peu à peu, dès cet instant-là, devant les appareils syndicaux.

La grève générale, et toute l'histoire du mouvement ouvrier est là pour l'attester, n'est pas une arme absolue pour le prolétariat. Elle ne contraint nullement, en elle-même, la bourgeoisie à la capitulation. Celle-ci peut, par exemple, jouer sur le temps, miser sur le pourrissement du mouvement. Dépasser le stade passif de la grève devient alors une question vitale pour celui-ci.

Il ne s'agit pas de discuter du problème de l'insurrection. Celui-ci ne se posait pas. La crise n'en était nullement arrivée à ce point de maturité. Nous n'étions pas à la veille d'un nouvel octobre 1917. Opposer la reprise avec quelques miettes, au sou-



lèvement armé est un faux dilemme que les dirigeants staliniens mettent aujourd'hui en avant pour dissimuler leurs responsabilités et leurs trahisons.

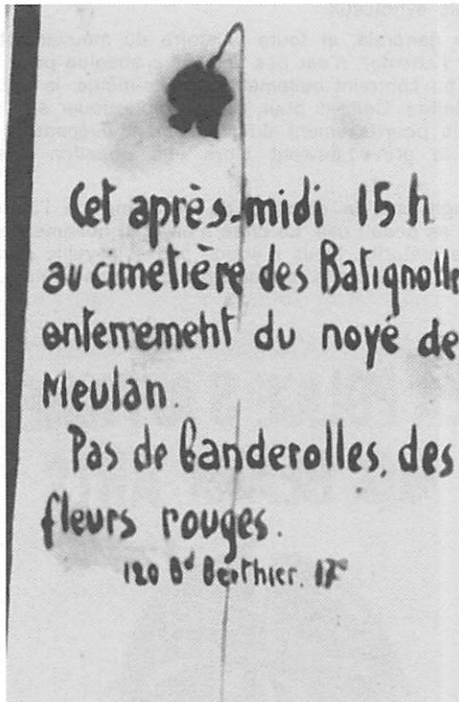
Mais le problème qui se posait en mai, et de manière cruciale, c'était celui de l'organisation du prolétariat, et pas seulement au sens limité du terme d'organisation au sein de partis et de syndicats, mais à son sens le plus large d'organisation de la classe elle-même en tant que telle, contestant le pouvoir de la bourgeoisie.

Ce n'était pas encore le problème de la prise du pouvoir, de tout le pouvoir, mais celui de la constitution d'embryons du pouvoir ouvrier. Il aurait fallu que se crée, dans chaque entreprise un comité démocratiquement élu, représentant l'ensemble des travailleurs, qu'il s'appelle comité de grève ou autrement. Il aurait fallu que ces comités tissent sur l'ensemble du pays des milliers de liens de coordination entre entreprises différentes, sur le plan local, comme sur le plan régional ou national. Dès les premiers jours de la grève se posait aussi le problème de son organisation, de la remise en route et de la gestion de certains secteurs au moins de la machine économique du pays, afin que, si la bourgeoisie et son appareil d'Etat étaient paralysés, la classe ouvrière puisse disposer au contraire de tous les atouts.

Cela était clair pour un certain nombre de militants d'avant-garde, mais cela ne l'était pas pour l'ensemble de la classe ouvrière, pas même pour sa fraction la plus consciente, pour celle qui fut à l'origine du mouvement.

Deux facteurs auraient pu permettre l'accomplissement de ces

tâches. Le premier, c'est un degré de conscience spontanée beaucoup plus élevé de la classe ouvrière. Mais c'est précisément un facteur sur lequel les révolutionnaires n'ont aucun moyen d'agir directement. Il ne suffit pas en effet de formuler des mots d'ordre justes et clairs. Encore faut-il avoir le moyen de les faire pénétrer dans les masses. Et ce moyen, c'est le



parti. Rejeter l'échec du mouvement sur ce seul facteur de conscience spontanée, c'est d'une certaine manière donner raison aux dirigeants du P.C.F., puisque cela implique que ce mouvement ne pouvait d'aucune façon déboucher sur des perspectives révolutionnaires.

Le second facteur, c'est un parti révolutionnaire. Un tel parti aurait peut-être pu précisément engager le mouvement de mai dans la voie que nous venons de décrire. Il aurait peut-être pu, par son intervention à chaque étape de la lutte, élever le niveau de conscience des masses, et permettre à la crise de mai de déboucher sur de toutes autres perspectives. Ce n'est évidemment pas certain, mais c'est une possibilité. Et qu'est-ce que l'activité politique, si ce n'est l'art d'utiliser au mieux toutes les possibilités.

Un tel parti, solidement implanté dans la classe ouvrière et dans les entreprises, jouissant de la confiance des travailleurs pourra seul aussi éviter aux luttes qui ne manqueront pas de se produire dans les mois et les années qui viennent de s'enliser dans le marais où celui-ci échoua, il pourra seul permettre à la classe ouvrière d'échapper à l'emprise des directions traitres.

Le rôle du parti, c'est précisément de dégager les leçons des expériences passées, et pas seulement celles qui se sont déroulées dans son pays, mais celles du prolétariat international. C'est de permettre à la classe ouvrière d'en tirer les conséquences pratiques. C'est de permettre à chaque nouvelle lutte de partir du plus haut niveau atteint par les luttes précédentes.

Le rôle du parti, c'est de démasquer les pièges tendus par la bourgeoisie, et par les organisations réformistes à son service. C'est de guider la lutte des travailleurs, non seulement en montrant le but à atteindre, mais aussi, et surtout, en montrant à chaque étape de la lutte, à chaque nouveau pas en avant, le chemin qu'il faut emprunter pour atteindre ce but.

La nécessité d'un parti révolutionnaire n'est pas une leçon nouvelle. Toute l'histoire du mouvement ouvrier international, de ses victoires comme de ses défaites, de la Commune de Paris à la Révolution d'octobre, illustrent au contraire ce fait.

Si, au lendemain de la révolution victorieuse, les bolcheviks attachèrent tant d'importance à la construction de la Troisième Internationale, et de Partis Communistes dans tous les pays, ce n'était pas pour faire étalage de bons sentiments internationalistes. Mais bien parce qu'ils savaient que cet instrument était indispensable pour le triomphe de la révolution socialiste mondiale.

Et si nous insistons tant sur ce point, c'est parce que des milliers de jeunes viennent de naître en mai en juin à la conscience et à l'activité politique. Il est primordial qu'ils se convainquent que la tâche de notre époque, c'est la construction de partis révolutionnaires, et que c'est à cette tâche que doit être subordonnée toute activité militante.

Beaucoup de ces jeunes qui se tournent vers l'extrême gauche sont désorientés par la division de celle-ci en multiples tendances différentes. Même en ne considérant que celles qui proclament la nécessité d'un parti révolutionnaire, et qui œuvrent plus ou moins conséquemment à sa construction, le choix reste grand.

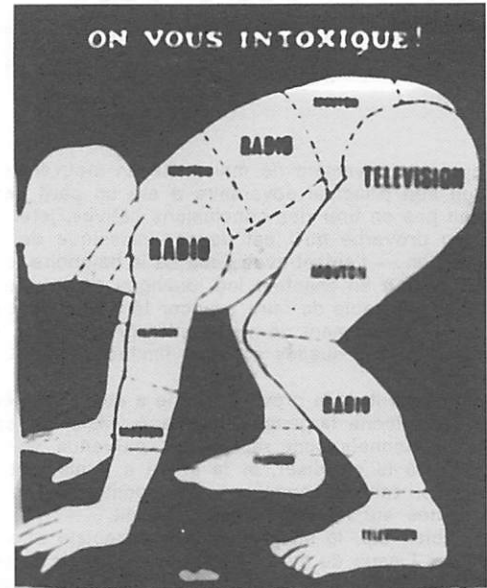
Cette division peut sembler aberrante.

On peut penser en effet que si tous les révolutionnaires avaient été capables d'unir leurs efforts au sein d'une même organisation, un grand pas aurait été fait vers la construction de ce parti. Que si l'extrême gauche est divisée, cela tient finalement à une sorte d'impuissance congénitale à s'unir. Et que cette impuissance est de bien mauvais augure pour l'avenir.

En fait, le problème ne se pose pas en ces termes. D'une part, parce que la division de la gauche révolutionnaire est liée à des causes bien plus complexes, et d'autre part, parce que précisément mai 1968 a créé des conditions nouvelles qui permettent d'envisager l'avenir avec optimisme.

La division de l'extrême gauche est le fait de tout un développement historique dans des conditions objectives souvent extrêmement difficiles.

Certes, il ne s'agit pas de s'incliner servilement devant les conditions objectives, ce qui serait tout le contraire d'une pensée militante.



Quelle que soit la dureté de ces conditions, chaque groupe, et chaque militant, reste responsable des positions qu'il a adoptées, et sinon de ses échecs, du moins de ses fautes.

Mais il n'en reste pas moins vrai aussi que ces conditions ne pouvaient que favoriser éclatements et scissions.

Deux courants principaux constituent aujourd'hui l'extrême gauche française, du moins sa partie qui se veut l'héritière du bolchevisme.

Le premier, le mouvement trotskyste, est apparu au moment même où l'U.R.S.S., et l'Internationale Communiste à sa suite, renonçaient objectivement à la révolution socialiste mondiale, comme l'expression de la lutte des révolutionnaires contre la dégénérescence stalinienne.

Mais hors de l'U.R.S.S., le mouvement trotskyste s'est trouvé réduit à une petite minorité d'intellectuels révolutionnaires, coupés, par la force des choses — et du stalinisme —, du mouvement ouvrier réel, et aussi, très rapidement, de la section russe de l'opposition de gauche, celle précisément qui était détentrice de toute la tradition bolchevique. Trotsky constituait alors pratiquement le seul lien vivant avec cette tradition. Il était aussi le seul dirigeant de classe internationale de l'Opposition. Son assassinat porta un coup terrible à celle-ci.

Le problème qui se posait dès sa naissance à ce mouvement, c'était de pénétrer la classe ouvrière, de la gagner à lui. Mais

il s'avéra vite que c'était une tâche extrêmement difficile.

Non pas que la classe ouvrière, intégrée dans la société bourgeoise, fut devenue hostile aux idées révolutionnaires. Celles-ci n'ont au contraire jamais cessé de rencontrer la sympathie de nombreux travailleurs, c'est un fait d'expérience pour tous les militants. Mais cette sympathie était purement passive. Le recrutement en milieu ouvrier de nouveaux militants, quels que soient les efforts déployés en ce sens, ne progressait que très lentement. Avec des hauts et des bas, les organisations trotskystes demeurèrent numériquement faibles, peu implantées surtout dans la classe ouvrière.

Cette faiblesse fut à elle seule une cause majeure de division. Ce n'est pas par hasard si la plupart des scissions eurent pour origine des divergences tactiques sur les voies et les moyens de la construction du parti révolutionnaire. Le manque de prise sur les événements, la quasi impossibilité de pouvoir vérifier ses idées dans la pratique ne pouvait mener qu'à cela.

La faiblesse du mouvement trotskyste l'empêcha de profiter pleinement de la crise de déclin du stalinisme ouverte en 1953 avec la mort de Staline.

Cette crise entraîna la formation d'un deuxième courant d'opposition communiste sur la gauche du P.C.F., celui que l'on qualifie généralement de « pro-chinois ».

La faiblesse essentielle de ce mouvement réside dans le caractère superficiel de ses analyses. Il dénonce le « révisionnisme moderne » des dirigeants du P.C.F. comme de ceux de l'U.R.S.S., mais sans en rechercher les causes profondes. Tout au contraire, il reste officiellement « stalinien », ne datant la dégénérescence de l'Etat ouvrier et des différents Partis Communistes que de la mort de Staline. Allant chercher ses idées et ses slogans dans l'arsenal de l'époque stalinienne de l'Internationale Communiste, il oscille souvent entre des formulations ouvertement opportunistes empruntées aux années du Front Populaire, et les mots d'ordre sectaires et outranciers de la fameuse III^e période, celle qui de 1928 à 1934 vit les dif-



férents P.C. faire de la social-démocratie, qualifiée de social-fascisme leur ennemi principal.

Ces références les ont longtemps conduit à adopter une attitude pour le moins sectaire vis-à-vis des autres courants d'extrême gauche, et principalement des trotskystes (dont certains le leur rendent bien, car les « pro-chinois » n'ont hélas nullement le monopole du sectarisme). Et si au cours des événements on a vu les camarades de « l'Humanité nouvelle » adopter une attitude infiniment plus fraternelle, le travail avec les militants de l'U.J.C. (ml) est encore loin, quelquefois, d'être facile.

Mais les camarades « pro-chinois » ne sont pas pour autant dénués de qualités. Ils ont souvent fait preuve d'un sérieux dans l'activité militante, d'un dynamisme et d'un dévouement remarquables.

Ces dernières années ont vu la plupart des organisations d'extrême gauche, qu'elles soient trotskystes ou « pro-chinoises »



d'ailleurs, connaître un développement certain, mais qui ne changeait pas, malgré tout, de manière qualitative, les conditions dans lesquelles elles travaillaient.

Mai 1968 a profondément modifié cette situation. Pour la première fois depuis la dégénérescence de l'Internationale Communiste, l'extrême gauche est apparue comme une force politique non négligeable dans ce pays. Des milliers de jeunes, et ce qui est déterminant, de jeunes ouvriers également, se sont tournés vers elle, et non seulement vers les idées mais aussi vers l'activité révolutionnaire.

Le parti révolutionnaire a d'ores et déjà trouvé la base de masse qui lui permettrait d'exister en tant que tel.

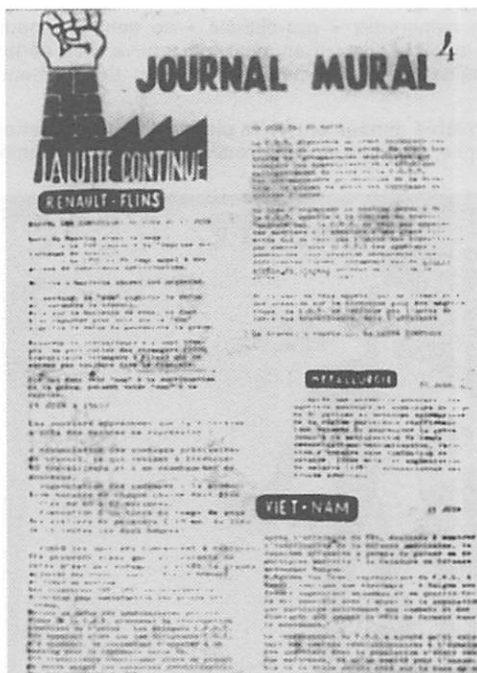
Le problème de la construction de ce parti se trouve posé dans des termes nouveaux. Il ne s'agit plus de trouver les voies permettant aux révolutionnaires de gagner des militants ouvriers, il s'agit désormais d'organiser ceux qui existent potentiellement, qui se sont révélés au cours des événements. Et il s'agit de le faire rapidement, avant qu'un possible reflux, avec son cortège de démoralisation, ne réduise à néant l'acquis de mai.

Or, beaucoup de ces militants sont désorientés par la division de l'extrême gauche. Ils ne voient pas sur quoi baser leur choix, et ils n'ont effectivement pas les moyens de faire un tel choix. Aucune tendance, qu'elle soit trotskyste ou pro-chinoise, n'a la possibilité de capitaliser pour elle seule ces possibilités nouvelles. Mais toutes, en joignant leurs efforts, peuvent y parvenir.

Il ne s'agit pas de prêcher pour des raisons opportunistes une unité sans principe. De toute manière, tous les militants qui combattent à la gauche du P.C.F. se retrouveront un jour ou l'autre, par la force des choses, dans un même parti révolutionnaire. Ou alors, celui-ci n'existera pas. Seuls des sectaires invétérés pouvaient, et peuvent continuer à imaginer qu'il leur est possible de construire seul leur parti, murés dans un splendide isolement.

L'un des mérites de mai, c'est d'avoir démontré que tous les militants révolutionnaires, quelle que soit leur tendance, pouvaient travailler utilement ensemble. Et de fait, qu'ils l'aient voulu consciemment, ou qu'ils aient été entraînés par la force des choses et des événements, la plupart de ceux qui se réclament de la révolution sociale et de la lutte de classe se sont trouvés au coude à coude dans la lutte.

L'extrême gauche doit aujourd'hui prouver qu'elle est capable de surmonter ses divisions, qu'elle est capable de rassembler toutes les énergies qui se sont révélées au cours de ces dernières semaines.



Il nous faut là aussi combattre les séquelles du stalinisme dans l'extrême gauche. Le monolithisme n'est pas un facteur d'efficacité révolutionnaire. C'est un facteur d'efficacité incontestable pour un appareil désireux s'imposer sa politique indépendamment des sentiments de sa propre base ou des masses. Mais un parti révolutionnaire lui, pour accomplir ses tâches, a besoin que règne en son sein la démocratie la plus intense. Non seulement que les formes démocratiques soient observées, mais surtout qu'existent entre militants, entre la base et la direction, à tous les niveaux, de réels rapports démocratiques. La richesse de la vie intérieure d'un parti est un signe de santé.

Dans les dures conditions de la lutte clandestine, le parti bolchevik connut une vie intérieure bouillonnante. Il n'y avait rien de commun entre celle-ci, et les grises et mornes réunions du Comité central du P.C.F. adoptant avec constance à la plus parfaite unanimité les résolutions de son secrétaire général. Mais cela n'empêcha pas, bien au contraire, le parti bolchevik de diriger la Révolution d'octobre.

Que chacune des tendances de l'extrême gauche considère que sa politique est la plus juste, c'est bien naturel. Le contraire serait particulièrement inconscient. Mais dans les conditions actuelles, chacune d'elles doit être aussi convaincue qu'il serait infiniment plus profitable, pour elle-même comme pour les intérêts généraux du mouvement, de défendre ses idées au sein d'un parti unifié. Aucun révolutionnaire digne de ce nom ne peut craindre la lutte des idées.

L'unification de toutes les tendances révolutionnaires ne serait pas une fin. Mais ce serait un sérieux commencement. Il resterait au jeune parti à s'aguerrir, à se tremper dans la lutte, à sélectionner sa direction et ses cadres, à se rendre apte enfin à remplir sa tâche historique, la révolution prolétarienne.

Cela peut demander des années. Mais cela peut aussi demander beaucoup moins. Il y a des périodes qui comptent plus que double, en fait d'expérience et d'enrichissement, dans la vie des organisations révolutionnaires comme dans celle des militants. Tout dépendra de ce que nous réservent les mois et les années qui viennent.

Chacun le sait, le rythme de développement des événements, du mûrissement d'une situation, ne dépend que dans une très faible mesure des efforts des révolutionnaires. Mais ce qui peut dépendre d'eux, c'est d'être prêts alors à intervenir avec efficacité.

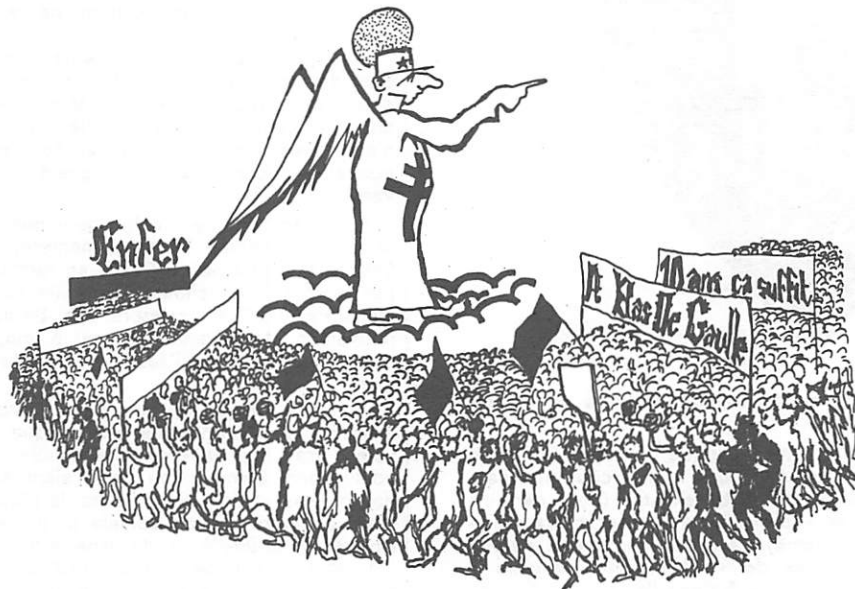
S'ils saisissent aujourd'hui l'occasion qui s'offre à eux, alors il ne fait aucun doute qu'en tout état de cause, mai 1968 restera une date capitale dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Il faut pour cela que chacune de ses tendances constitutives agisse en ne perdant pas de vue justement qu'elle n'est qu'une tendance du futur parti. Qu'elle repousse tout sectarisme, tout esprit « de boutique » et de concurrence. Qu'elle considère les intérêts du mouvement révolutionnaire dans son ensemble comme ses propres intérêts.

Il faut aussi, dès à présent, tout mettre en œuvre pour unifier dans les plus courts délais l'ensemble des tendances révolutionnaires au sein d'un même parti.

Cela ne sera naturellement possible que si chacune de ces tendances conserve le droit, et la possibilité réelle, de défendre librement ses idées au sein du parti unifié.

Mais la reconnaissance d'un tel droit ne serait nullement non plus une compromission, une concession opportuniste. Ce serait au contraire l'affirmation d'un droit démocratique élémentaire, sans lequel un parti révolutionnaire ne saurait même pas exister.



Points de repère



D. Cohn-Bendit (Photo A.F.P.)

Jeudi 2 Mai :

La faculté de Nanterre est fermée. Information judiciaire ouverte contre D. Cohn-Bendit.

Vendredi 3 Mai :

Meeting à la Sorbonne. On s'attend à une attaque du groupe fasciste « Occident ». Le recteur Roche fait appel à la police qui investit la Sorbonne, et embarque les manifestants. Les bagarres éclatent spontanément, très violentes, au Quartier Latin, et durent jusqu'à 23 heures. La Sorbonne est fermée.

Le même jour, l'« Humanité » publie un article de G. Marchais intitulé : « De faux révolutionnaires à démasquer », dans lequel on peut lire... « Malgré leurs contradictions, ces groupuscules — quelques centaines d'étudiants — se sont unifiés dans ce qu'ils appellent « le mouvement du 22 mars-Nanterre », dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit.

Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants — agitation qui va à l'encontre des étudiants et favorise les provocations fascistes — voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier...

... La thèse et l'activité de ces « révolutionnaires » pourraient prêter à rire. D'autant qu'il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois, méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière qui, rapidement, mettront en veilleuse leur flamme révolutionnaire pour y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme ».

Samedi 4 mai :

A la suite des bagarres de la veille, 600 arrestations, 12 inculpations.

Dimanche 5 mai :

Le Quartier Latin quadrillé. Jugés selon une procédure d'urgence, 4 manifestants sont condamnés à des peines de prison ferme.

L'Humanité-Dimanche reproduit un tract de l'U.E.C. diffusé depuis 2 jours au Quartier latin, qui « dénonce la responsabilité du pouvoir et des aventuriers gauchistes ».

... « Ainsi, ces faux révolutionnaires se comportent objectivement en alliés du pouvoir gaulliste et de sa politique qui nuit à l'ensemble des étudiants.

Par leurs mots d'ordre aventuristes, par leur conception de l'action violente de petit groupe, ils n'offrent aucune perspective concrète et freinent la mobilisation massive des étudiants qui, seule, peut faire reculer le pouvoir.

Ils favorisent en même temps l'intolérable agitation fasciste et racistes d'« Occident ».

Ils créent un terrain propice aux interventions policières et aux entreprises malthusiennes du pouvoir. »

Le S.N.E. Sup et l'U.N.E.F. lancent un mot d'ordre de grève générale et appellent à manifester le lendemain.

La préfecture interdit toute manifestation.

Lundi 6 mai :

Des manifestations s'organisent, dès le matin, sur la rive droite, qui vont rassembler jusqu'à 20 000 personnes. De violentes bagarres se produisent dans tout le Quartier latin. L'Humanité en rendra compte le lendemain, en mettant en évidence, dans ses titres, la brutalité de la répression, mais en attaquant toujours, à longueur d'articles, les « gauchistes ».

Mardi 7 mai :

Manifestation organisée par l'U.N.E.F. et le S.N.E. Sup. à Denfert-Rochereau. 50 000 personnes qui vont défiler, sans incident, pendant des heures, jusqu'à 3 heures du matin. Les mots d'ordre sont « les 3 points de l'U.N.E.F. », c'est-à-dire :

- Retrait des forces de police du Quartier Latin ;
- Suspension des poursuites et amnistie des condamnés ;
- Réouverture des facultés fermées.

Quelques bagarres, vers minuit au retour de la manifestation au Quartier latin.

Mercredi 8 mai :

Le P.C.F. reprend les « 3 points de l'U.N.E.F. » mais continue à critiquer violemment le « gauchisme ». Peyrefitte, ministre de l'Education nationale, déclare que, « dès que l'ordre régnera, on rouvrira les facultés ».

Meeting à 18 h à la Halle-aux-Vins, puis manifestation pacifique autour du Quartier latin. 20 000 personnes.

Jeudi 9 mai :

Malgré la promesse du ministre, la Sorbonne reste fermée. Des rassemblements spontanés au Quartier latin. Accrochage avec Aragon, à qui l'on reproche l'attitude du P.C.F.

Vendredi 10 mai :

Première nuit des barricades.

Manifestation à 18 h 30 place Denfert-Rochereau. Plus de 50 000 personnes. Le Quartier latin est bouclé. Les manifestants vont se diriger vers le boulevard Saint-Michel et attendront, face aux forces de l'ordre, les résultats des négociations entre leurs représentants et le recteur. Durant ces négociations, 60 barricades se montent. A 2 h 17, la police reçoit l'ordre de charger. La répression policière est des plus brutales, mais la population manifeste sa sympathie aux manifestants. Intervention de nombreuses personnalités universitaires. Les bagarres durent jusqu'à 7 h du matin.

Samedi 11 mai :

L'Humanité (1^{re} édition), appelle à une manifestation pour le 14, à 18 h 30, de la place Saint-Michel à la gare de l'Est.

Le samedi, les représentants de l'U.N.E.F., de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se mettent d'accord pour appeler, le lundi 13 mai à une grève générale de 24 h et à une manifestation pour le lundi 13 mai. L'Humanité sort un numéro spécial, titré « Halte à la répression ». Pompidou rentre d'Iran.

Lundi 13 mai :

Tout le pays est arrêté. A Paris défilé monstre, 1 000 000 de personnes, de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau. D'innombrables drapeaux rouges. On chante « l'Internationale ». Malgré la réticence de la C.G.T., les étudiants se mêlent, dans le cortège, aux travailleurs. Lors de la dispersion, accrochage avec le service d'ordre C.G.T. et ceux qui veulent prolonger la manifestation. 10 000 à 50 000 personnes, suivant les estimations, se retrouvent au Champ-de-Mars. Le soir, la Sorbonne, réouverte, est occupée.

Mardi 14 mai :

L'Assemblée Nationale vote l'amnistie des manifestants condamnés. Les ouvriers de Sud-Aviation (Nantes) se mettent en grève illimitée, occupent l'usine et enferment le directeur. L'Humanité du lendemain ne consacre que 7 lignes à l'événement, en page 9.

Mercredi 15 mai :

Sous l'impulsion de jeunes ouvriers, Renault (Cléon) est occupé. A Paris, occupation du théâtre de l'Odéon.

Jeudi 16 mai :

Le mouvement de grève illimitée avec occupation s'étend de proche en proche, à toutes les usines Renault. Le soir, tout Renault est en grève. A Billancourt, les grévistes réclament :

- Pas de salaires inférieurs à 1 000 F ;
- Retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaire ;
- Retraite à 60 ans ;
- Paiement des heures de grève ;
- Libertés syndicales.

Ces revendications vont être reprises, en gros, par les grandes entreprises du pays.

Vendredi 17 mai :

Dans l'Humanité, mises en garde nombreuses « contre les mots d'ordre d'aventure », tandis que la C.G.T. invite « tous les travailleurs à se réunir sur les lieux de travail, à déterminer, avec les responsables syndicaux les conditions de leur entrée dans la lutte et les bases revendicatives de leur action ». Ainsi, pour la C.G.T., il n'est pas question de grève générale ; rien n'est fait pour unifier la lutte qui se développe. Cependant les grèves s'étendent.

Samedi 18 mai :

De Gaulle rentre de son voyage en Roumanie. La R.A.T.P. se met en grève.

Dimanche 19 mai :

W. Rochet déclare à France-Inter « ...Le P.C.F. considère qu'il est urgent d'aboutir à un accord sur un programme social avancé entre les partis de gauche et les organisations syndicales... »

« ... Il est temps de prévoir la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. Pour sa part, le Parti communiste français est prêt à prendre toutes ses responsabilités. »

De Gaulle, au Conseil des ministres : « La réforme oui ; la chienlit, non ! »

Lundi 20 mai :

La grève touche tous les secteurs, mais les syndicats ne donnent toujours pas de mot d'ordre de grève générale. Séguy, s'adressant aux travailleurs de chez Renault (Billancourt), déclare « nous ne nous contenterons pas de promesses »...

« ... Toute entreprise de diversion, tout mot d'ordre irresponsable, aventurier et provocateur, tel que celui d'insurrection qui risquerait de dénaturer le caractère de notre lutte, et nous aliénerait nos alliés ne peuvent que faire le jeu du gouvernement, à l'affût de la moindre occasion de sévir violemment contre les travailleurs en lutte... »

« Nous ne permettrons pas que les objectifs revendicatifs de notre action soient relégués à l'arrière-plan, au profit des formules vagues, telles que : la cogestion, les réformes de structures, sans autres précisions, les promotions. » Et après

avoir rappelé le programme revendicatif de la C.G.T., que les événements n'ont pas réussi à modifier, il ajoute « Il va sans dire que si le gouvernement venait à disparaître avant le règlement de ces revendications, nous les présenterions à son successeur, quel qu'il puisse être. » On a vu ce que valaient de tels engagements.

Le même jour, Mendès-France déclare « Le pouvoir ne peut rendre qu'un service : s'en aller ».

Mardi 21 mai :

Débat sur la motion de censure, à l'Assemblée nationale, retransmis en direct par l'O.R.T.F. Le P.C.F. appelle à multiplier les « comités d'action pour un gouvernement populaire et démocratique », dont on n'entendra guère parler par la suite.

Manifestation du Front National Anticomuniste de Tixier-Vignancour, sur les grands boulevards.

Mercredi 22 mai :

La motion de censure est repoussée. R. Andrieu titre alors son éditorial dans l'Humanité « sursis pour un moribond », utilisant des termes qu'il reprendra après les élections législatives. En gros titre de l'Humanité : « Patronat et pouvoir au pied du mur. Nous sommes prêts à prendre part à des véritables négociations. »

Profitant de ce que Cohn-Bendit se trouve en Hollande, le gouvernement l'interdit de séjour en France. Pas un mot de protestation dans l'Humanité, tandis que la C.G.T. met en garde contre les manifestations qu'organise l'U.N.E.F. contre cette mesure. Cependant, une manifestation organisée en 2 heures rassemble 10 000 personnes qui parcourent les rues du Quartier latin, aux cris de « Nous sommes tous des juifs allemands ».

Jeudi 23 mai :

Le Bureau politique du P.C.F. réclame l'ouverture de discussions entre les formations de gauche, pour l'établissement d'un programme commun. L'U.N.E.F. et le S.N.E. Sup, ainsi que les organisations d'étudiants d'extrême gauche appellent à une manifestation pour le lendemain. La C.G.T. refuse de s'y associer et pour contrecarrer ce projet, décide d'organiser des manifestations en banlieue, ainsi que deux défilés à Paris. L'économiste Barjonet démissionne de la C.G.T.

Vendredi 24 mai :

Les manifestations de la C.G.T. se déroulent sans incident. Deux défilés, l'un de la Bastille à la gare Saint-Lazare, l'autre qui partit de la place Balard, devait arriver gare d'Austerlitz, mais que les organisateurs dévient au dernier moment, afin d'éviter la jonction avec la manifestation des étudiants, qui avait lieu gare de Lyon.

A 18 h 30, rassemblement gare de Lyon. Plus de 50 000 personnes, dont bon nombre d'ouvriers, qui ne peuvent défilé, la police bloquant la place de la Bastille. Il en résulte aussitôt de violentes bagarres et l'érection de barricades. Les manifestants se dirigent vers la Bourse des valeurs, où se déclenche un début d'incendie. Bagarres et barricades dans tout Paris. Finalement les manifestants se regroupent au Quartier Latin, où l'affrontement se prolonge jusqu'à l'aube.

Le même jour, dans son allocution, de Gaulle annonce un référendum sur la participation, et déclare que s'il y a une majorité de « non », il se retirera.

Samedi 25 mai :

W. Rochet déclare : « Plus que jamais, le problème de pouvoir reste posé » et appelle à l'établissement d'un programme commun.

Des négociations s'ouvrent entre représentants patronaux et représentants syndicaux, arbitrées par le gouvernement, au ministère du Travail rue de Grenelle.

G. Séguy déclare : « Les travailleurs ne revendiquent pas un référendum, mais de meilleures conditions de vie. »

Pompidou déclare : « Les manifestations seront dispersées avec la plus grande énergie. »



G. Séguy
Secrétaire
de la C.G.T.
qui dirigea
la délégation
C.G.T.
à Grenelle

Dimanche 26 mai :

Les négociations de « Grenelle » se poursuivent.

Lundi 27 mai :

Les syndicats vont présenter aux travailleurs les résultats des négociations de Grenelle. Séguy se fait conspuer à Renault-Billancourt, en les présentant.

LES « ACCORDS » DE GRENELLE

— Le S.M.I.G. est porté de 2,22 à 3 F de l'heure. Ce qui fait, pour 40 h par semaine 519 F. Les syndicats réclamaient : « pas de salaire inférieur à 600 F ».

— Augmentation générale des salaires, pour le secteur privé fixée à 7 % au 1^{er} juin 1968, plus 3 % au 1^{er} octobre. Mais il faut déduire de ces pourcentages, les augmentations déjà accordées durant l'année.

Dans les secteurs nationalisé et public, des négociations séparées doivent se dérouler par secteur.

— Paiement des jours de grève : formule ambiguë. 50 % seront payés, mais récupérables. En fait, il ne s'agit que d'une avance sur salaire.

— Exercice du droit syndical dans l'entreprise. Pas d'accord sur cette question, mais énumération d'un certain nombre d'éléments qui doivent faire l'objet de discussions ultérieures.

— Sécurité sociale. Le ticket modérateur sera réduit de 30 à 25 %. Il n'est pas question de l'abrogation des ordonnances.

Sur les autres points : durée du travail, retraite, échelle mobile des salaires, pas d'accord.

Devant le refus de la base, les syndicats, et en particulier la C.G.T., changent de cap et appellent à continuer la grève.

Le soir, meeting à Charlety (50 000 personnes) qui rassemble les mouvements étudiants. La dispersion s'opère dans le calme.

Mardi 28 mai :

Mitterrand annonce qu'il est candidat à la présidence de la République, si les « non » l'emportent et suggère que Mendès-France forme un gouvernement provisoire.

Peyrefitte, ministre de l'Education nationale, est démissionné.

Mercredi 29 mai :

L'Humanité titre « L'exigence des travailleurs, gouvernement populaire et d'union démocratique, à participation communiste ! La C.G.T. appelle à manifester de la Bastille à Saint-Lazare, pour les revendications et un changement politique. 400 000 à 800 000 manifestants défilent aux cris de « De Gaulle démission », « Gouvernement populaire »...

Descamps, au nom de la C.F.D.T., fait appel à Mendès-France.

De Gaulle quitte mystérieusement l'Elysée.

Jeudi 30 mai :

Discours de de Gaulle : « Je ne me retirerai pas... Je ne change pas de Premier ministre, je dissous l'Assemblée nationale. » Discours assorti de menaces, au cas où l'ordre ne reviendrait pas.

Manifestation gaulliste sur les Champs-Élysées. De 200 000 à 800 000 manifestants.

Samedi 1^{er} juin :

L'Humanité titre : « Aux millions de Français en lutte, de Gaulle répond en affirmant sa volonté d'imposer sa dictature. » Le Bureau politique du P.C.F. déclare : « De Gaulle annonce son intention de procéder à de nouvelles élections. Le Parti communiste français n'avait pas attendu ce discours pour demander que la parole soit donnée au peuple dans les plus brefs délais.

Il ira à cette consultation en exposant son programme de progrès social et de paix et sa politique d'Union... »

De son côté, la C.G.T. déclare : « Si les négociations n'ont pas encore abouti, c'est parce que le gouvernement s'est employé à les bloquer. La reprise du travail dépend de la reprise des négociations sur des bases susceptibles de convenir aux travailleurs en lutte légitime. »

Tous les partis acceptent de jouer le jeu électoral et la C.G.T. montre à l'évidence qu'elle est prête à faire tout son possible pour que selon le vœu de de Gaulle, les élections puissent se dérouler dans l'ordre.

Vendredi 31 mai :

Les syndicats appellent de nouveau aux négociations par secteurs. Les P.T.T. reprennent.

Samedi 1^{er} juin :

L'essence coule à nouveau. Manifestation organisée par l'U.N.E.F. et le S.N.E. Sup de la gare Montparnasse à la gare d'Austerlitz. 40 000 manifestants au cri de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ».

Les négociations continuent.

Lundi 3 juin :

L'Humanité titre « Premiers résultats importants dans un certain nombre de secteurs. Lenteurs et intransigeance inadmissibles du gouvernement et du patronat pour la S.N.C.F., la R.A.T.P., la métallurgie... »

La C.G.T. déclare :

« Les négociations qui se poursuivent aboutissent dans un certain nombre de secteurs à des résultats importants, assurant des augmentations de salaires sensibles pour tous les salariés, notamment les moins payés, et appliquant — en les améliorant — les dispositions du projet de protocole de Grenelle en matière de réduction de temps de travail, de libertés syndicales et de règlement de différentes autres revendications...

« La reprise du travail aura lieu en bon ordre là où des revendications ont reçu des satisfactions suffisantes et où les travailleurs l'auront collectivement décidée par une consultation organisée par les comités de grève et les organisations syndicales. »

**SI VOUS ETES MEMBRE DU P.C.F.
VOUS RECONNAITREZ DE SUITE
L'ATTITUDE EXTRÊMEMENT PROVOCATRICE
DE CE JEUNE GAUCHISTE.**



Mardi 4 juin :

L'Humanité titre :

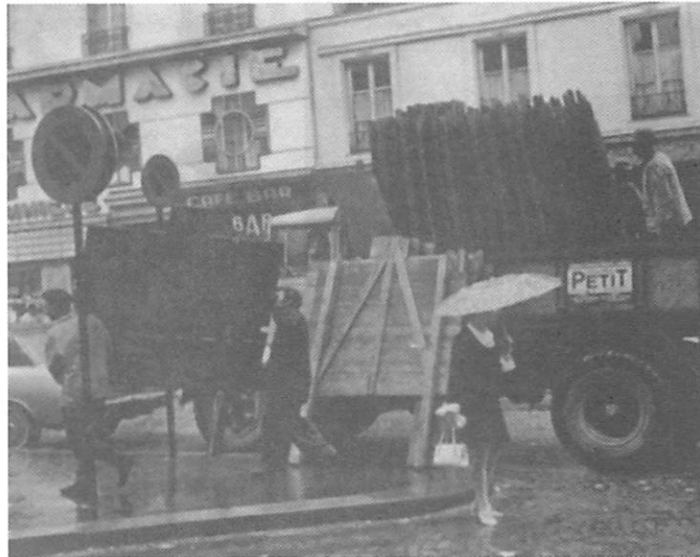
« Alors que de nombreux projets d'accord sont actuellement soumis à l'approbation des travailleurs, gouvernement et patronat prolongent la grève dans des secteurs importants. La C.G.T. appelle la classe ouvrière et la population à une vaste solidarité matérielle. »

Durant cette semaine, les négociations, secteur par secteur, usine par usine, se déroulent. La C.G.T. pousse partout à la reprise, utilisant tous les moyens pour arracher aux grévistes un vote favorable (voir les trois premiers numéros de « Lutte ouvrière »).

Vendredi 7 juin :

Les C.R.S. occupent Renault-Flins, délogeant les piquets de grève. Des étudiants se portent à l'aide des travailleurs à Flins. Violentes bagarres. L'Humanité du 8 juin dénonce « les entreprises de provocation de groupes étrangers à la classe ouvrière », mais le 10 juin un lycéen membre de l'U.J.C.M.L. meurt noyé à la suite d'un affrontement avec les C.R.S.

« Les groupes Geismar » ... formations entraînées quasi militairement, qui se sont déjà signalées à l'occasion d'opérations de même nature dans la région parisienne, agissent visiblement au service des pires ennemis de la classe ouvrière. Il est difficile de croire que l'arrogance du patronat de la métallurgie, les brutalités policières contre les travailleurs et ces entreprises de provocation ne sont pas concertées. » (Communiqué de l'Union syndicale C.G.T. de la région parisienne.)



On prépare les élections

Mardi 11 juin :

Les ouvriers de Peugeot, à Sochaux, qui s'étaient remis en grève, affrontent les C.R.S. Dures bagarres. Deux morts dans les rangs ouvriers, dont un tué par balle.

Mercredi 12 juin :

La C.G.T. appelle à 1 heure de grève de 14 h à 15 h pour protester contre la répression policière.

L'U.N.E.F. appelle à une manifestation gare de l'Est., bagarres et barricades, toute la nuit, dans tout Paris.

Jeudi 13 juin :

Le gouvernement dissout onze organisations d'extrême gauche. Le P.C.F. n'élève aucune protestation. Le P.C.F. et la C.G.T. vont s'activer à faire reprendre le travail, et à préparer la campagne électorale, afin d'apparaître comme un « parti d'ordre ». Ce sera le leit-motiv de la campagne électorale du P.C.F. Salan et Lacheroy, deux membres de l'O.A.S., sont relâchés.



Bagarres à Flins

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français. Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire

« LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre, dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication Michel Rodinson

Abonnements :

6 mois 15 F
1 an 25 F

Abonnements de soutien :

6 mois 30 F
1 an 50 F

Correspondance :

M. RODINSON
Initiative Socialiste

54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6^e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris

Extrait de « Histoire de la Révolution Russe »

de L. Trotsky (Editions du Seuil)

l'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.

Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas des institutions séculaires, en crée de nouvelles et les renverse encore. La dynamique des événements révolutionnaires est directement déterminée par de rapides, intensives et passionnées conversions psychologiques des classes constituées avant la révolution.

C'est qu'en effet, une société ne modifie pas ses institutions au fur et à mesure du besoin, comme un artisan renouvelle son outillage. Au contraire : pratiquement, la société considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établie. Durant des dizaines d'années, la critique d'opposition ne sert que de soupape au mécontentement des masses et elle est la condition de la stabilité du régime social : telle est, par exemple, en principe, la valeur acquise par la critique sociale-démocrate. Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus, ou des partis, pour libérer les mécontents des gênes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection.

Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent,

non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de « démagogues ».

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais avec l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. Alors commence la réaction : désenchantement dans certains milieux de la classe révolutionnaire, multiplication des indifférents, et, par suite, consolidation des forces contre-révolutionnaires. Tel est du moins le schéma des anciennes révolutions.

● L'insurrection de février

Dans chaque usine, dans chaque corporation, dans chaque compagnie militaire, dans chaque taverne, dans les hôpitaux d'armée, à chaque cantonnement, et même dans les campagnes dépeuplées, progressait un travail moléculaire de l'idée révolutionnaire. Partout il existait des commentateurs des événements, principalement des ouvriers, auprès de qui l'on s'informait et de qui l'on attendait la parole nécessaire. Ces chefs de file étaient souvent abandonnés à eux-mêmes, ingéraient des bribes de généralisations révolutionnaires parvenues à eux par diverses voies, découvrant par eux-mêmes, dans les journaux libéraux, ce qu'il leur fallait en lisant entre les lignes. Leur instinct de classe était aiguë par le critère politique et, s'ils ne poussaient pas toutes leurs idées jusqu'au bout, leur pensée n'en travaillait pas moins, sans relâche, obstinément, toujours dans la même direction. Les éléments d'expérience, de critique, d'initiative, d'abnégation, pénétraient les masses et constituaient

le mécanisme intime, insaisissable à un regard superficiel, néanmoins décisif, du mouvement révolutionnaire, en tant que processus conscient.

Aux présomptueux politiciens du libéralisme et du socialisme apprivoisé, tout ce qui se produit dans les masses semble d'ordinaire être un processus instinctif. Comme si cela se passait dans une fourmilière ou dans une ruche. En réalité, la pensée qui taraudait la masse ouvrière était combien plus hardie, plus perspicace, plus consciente que les petites idées dont s'amusaient les classes cultivées. Mieux encore : la pensée ouvrière était plus scientifique : non seulement parce qu'elle avait été fécondée dans une large mesure par les méthodes du marxisme, mais avant tout parce qu'elle s'était constamment nourrie de la vivante expérience des masses qui devaient bientôt entrer dans l'ère révolutionnaire.

● Les bolcheviks et les Soviets

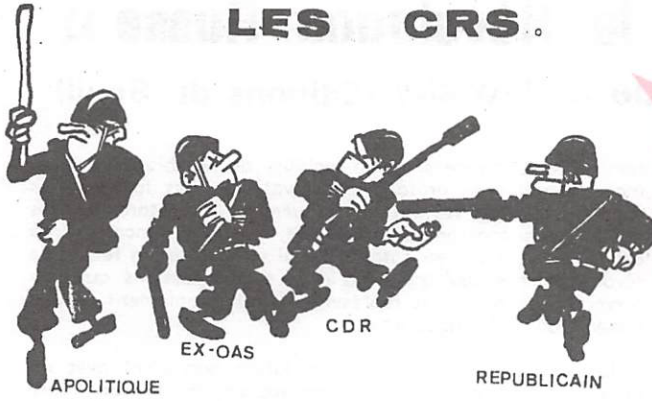
Les révolutions sont toujours prolixes, et les bolcheviks n'échappèrent point à cette loi. Mais tandis que l'agitation des mencheviks et des socialistes révolutionnaires avait un caractère dispersé, contradictoire, le plus souvent évasif, l'agitation des bolcheviks se distinguait par sa nature réfléchie et concentrée. Les conciliateurs jacassaient pour écarter les difficultés, les bolcheviks marchaient au-devant d'elles. L'analyse constante de la situation, la vérification des mots d'ordre d'après les faits, une attitude sérieuse à l'égard de l'adversaire même peu sérieux, donnaient une force particulière, une vigueur persuasive à l'agitation bolcheviste.

La presse du parti n'exagérait point les succès, n'adultérait point les rapports de forces, ne tentait point de l'emporter par les hauts cris. L'école de Lénine était celle du réalisme révolutionnaire. Les données fournies par la presse bolcheviste en 1917 se trouvaient être, à la lumière des

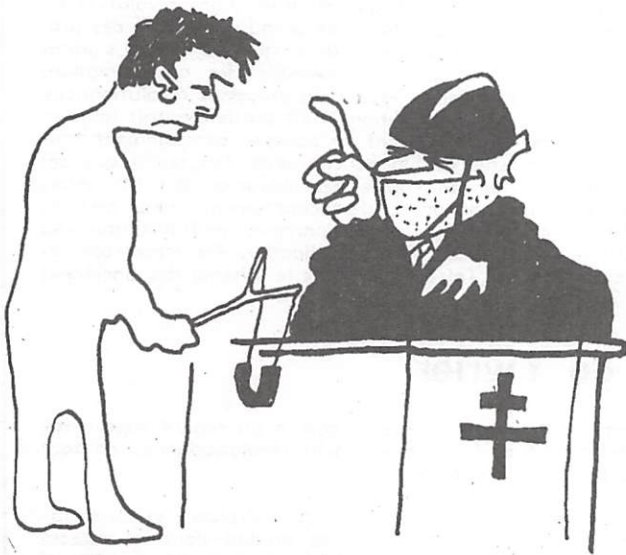
documents de l'époque et de la critique historique, infiniment plus véridiques que les informations de tous les autres journaux. La véracité provenait de la force révolutionnaire des bolcheviks, mais, en même temps consolidait leur puissance. L'abandon de cette tradition devint, par la suite, un des traits les plus pernicious de la conduite des épigones.

« Nous ne sommes pas des charlatans — disait Lénine immédiatement après son arrivée — nous devons nous baser uniquement sur la conscience des masses. Si même nous devons rester en minorité — eh bien oui... il ne faut pas avoir peur d'être en minorité... Nous faisons un travail de critique pour délivrer les masses de la duperie... Notre ligne s'avèrera la vraie. Vers nous viendra tout opprimé. Il n'y a pas d'autre issue pour lui ». Comprise à fond la politique bolcheviste se présente à nous comme le contraire même de la démagogie et de l'esprit aventureux.

LES CRS.



**Un
nouvel agent
d'insécurité
sociale.**



C'était pour chasser
les hirondelles...

